

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Juin 2011

Directeur de la publication : Guillaume Boudy
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 9 Décision du 1^{er} juin 2011 modifiant la décision du 28 octobre 2010 portant nomination des membres à la commission formation.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 9 Décision n° 0128-N du 8 juin 2011 portant modification n° 12 à la délégation de signature du 22 mars 2010 du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
- Page 10 Décision n° 0130-N du 10 juin 2011 portant modification n° 13 à la délégation de signature du Centre des monuments nationaux.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche

- Page 11 Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination (régisseur d'avances et de recettes) (Centre national de la Préhistoire).
- Page 12 Décision du 27 juin 2011 portant délégation de signature à l'École nationale supérieure des beaux-arts (exposition *2001-2011, Soudain, déjà*).
- Page 12 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.
- Page 13 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.
- Page 13 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 14 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.
- Page 14 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 15 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.

- Page 15 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 16 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 16 Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue.
- Page 17 Arrêté du 28 juin 2011 portant reconnaissance du diplôme d'architecte de l'INSA de Strasbourg délivré par l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, comme équivalent au diplôme d'État d'architecte conférant grade de master.

Médias et industries culturelles - Livre et lecture

- Page 17 Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination de membres de la commission Philosophie, psychanalyse et sciences des religions du Centre national du livre.
- Page 18 Arrêté du 21 juin 2011 portant nomination d'un membre de la commission Librairie indépendante de référence.
- Page 18 Arrêté du 27 juin 2011 portant nomination du président de la commission Littératures étrangères du Centre national du livre.
- Page 18 Arrêté du 27 juin 2011 portant nomination de membres de la commission Littératures étrangères du Centre national du livre.

Patrimoines - Administration générale

- Page 18 Décision du 20 décembre 2010 portant composition de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de la direction générale des patrimoines.

Patrimoines - Archéologie

- Page 20 Décision n° 2011-DG/11/045 29 juin 2011 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Est-Sud et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Patrimoines - Architecture

- Page 21 Décision du 22 juin 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Fouad Boudinar).

Patrimoines - Archives

- Page 21 Note d'information n° 2011/008 (DGP/SIAF/2011/012 et DEF/SGA/DMPA/000519) en date du 16 juin 2011 relative aux dossiers nominatifs de demande de carte du combattant (services déconcentrés de l'Office national des anciens combattants).

- Page 22 Instruction n° 2011/009 (DGP/SIAF/2011/012) du 29 juin 2011 relative aux tri et conservation des archives des juridictions spécialisées en matière de sécurité sociale (tribunaux des affaires de sécurité sociale, tribunaux du contentieux de l'incapacité, cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail).

Patrimoines - Monuments historiques

- Page 30 Arrêté du 2 juin 2011 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques.
- Page 30 Décision n° DS IL 2011-21-Adm MONOD P du 8 juin 21011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 31 Décision n° DS IL 2011-22-Adm ARNAULT L du 8 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 32 Décision n° DS IL 2011-23-Adm LE MAGOAROU B. du 27 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 32 Décision n° IL DDE-2011-07 du 27 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 34 Décision n° DS IL 2011-24-Adm Grangier-Menu. E du 28 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Patrimoines - Musées

- Page 35 Décision n° 2011-3 du 16 juin 2011 portant délégation de signature à l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.
- Page 35 Décision n° DFJ/DML/2011/19 du 23 juin 2011 portant délégation de signature au musée du Louvre.

Propriété intellectuelle

- Page 36 Arrêté du 8 avril 2011 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Denis Bibard).
- Page 36 Arrêté du 8 avril 2011 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Yves Gigos).
- Page 36 Arrêté du 20 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes, en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{lle} Alexandra Chicheportiche).
- Page 37 Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Samuel Bayard).
- Page 37 Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Breheret).
- Page 37 Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Damien Courcier).

- Page 38 Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Robin Danthu).
- Page 38 Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Didier Vincent).
- Page 38 Arrêté du 27 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Nathalie Artagoitia).
- Page 39 Arrêté du 6 mai 2011 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Thierry Rupaïre).
- Page 39 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Gilles Domenc).
- Page 39 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Alexandre Foissey).
- Page 40 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Gilles Guilloux).
- Page 40 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Moulin).
- Page 40 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Maïwenn Poirier).
- Page 41 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Michel Putz).
- Page 41 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. René-Charles Quil).
- Page 41 Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Guillaume Tabart).
- Page 42 Arrêté du 17 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Hagard).
- Page 42 Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Frédéric Aranéo).
- Page 42 Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Cairole).

- Page 43 Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Rémi Dumet).
- Page 43 Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Anne-Isabelle Rasson).
- Page 43 Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Fabrice Roche).
- Page 44 Arrêté du 26 mai 2011 refusant le renouvellement d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle et portant abrogation de l'arrêté du 14 novembre 2008 (M. Camille Mathiou).
- Page 44 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Yves Barra).
- Page 44 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Nicolas Bezins).
- Page 45 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Daniel Chibrard).
- Page 45 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. André Cieski).
- Page 45 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Marion Fourniguet).
- Page 46 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christophe Guyot).
- Page 46 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. François Hatrival).
- Page 46 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Shankar Kirpalani).
- Page 47 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Olivier Leroux).
- Page 47 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Mestre).
- Page 47 Arrêté du 8 juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Dominique Grenier).

Mesures d'information

Page 48 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 56 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 58 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 11U).

Page 68 Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 11V).

Page 75 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Décision du 1^{er} juin 2011 modifiant la décision du 28 octobre 2010 portant nomination des membres à la commission formation.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la décision du 27 octobre 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentées à la commission formation ;

Vu la décision du 28 octobre 2010 portant nomination des membres à la commission formation,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres représentants titulaires de l'administration à la commission formation, à compter de la date de la présente décision, les personnes ci-après désignées :

- M^{me} Alix Rimaud-Gufflet, chef du département du recrutement, de la mobilité et de la formation, en remplacement de M^{me} Cécile Favarel-Garrigues ;

- M^{me} Oriane Strangi, chef du service du développement RH et du dialogue social au château, musée et domaine national de Versailles, en remplacement de M^{me} Florence Abintou ;

- M^{me} Marie-France Pons, responsable de la formation à la direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur, en remplacement de M^{me} Chantal Henry.

Art. 2. - Est nommé membre suppléant représentant de l'administration à la commission formation, à compter de la date de la présente décision, la personne ci-après désignée :

- M. Olivier Folliot, adjoint au chef du département de la formation scientifique et technique à la direction générale des patrimoines.

Art. 3. - Est nommé membre suppléant représentant du personnel à la commission formation, à compter de la date de la présente décision, la personne ci-après désignée :

* au titre du syndicat CFDT-Culture :

- M^{me} Bahdja Cherid, en remplacement de M^{me} Michèle Ducret.

Art. 4. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère.

Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 0128-N du 8 juin 2011 portant modification n° 12 à la délégation de signature du 22 mars 2010 du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 22 mars 2010 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 23 mai 2011, nommant M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, chef du service bâtiment, à compter du 23 mai 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 6 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, chef du service bâtiment, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Lacroix, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel Lacroix, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M^{me} Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint, chef du service bâtiment, délégation de signature est donnée à M. Louis Corno, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint, chef du service bâtiment, délégation de signature est donnée à M. Patrice Turlure, responsable du pôle conduite des installations techniques, à M. Emmanuel Haacke, responsable du pôle maîtrise d'ouvrage, à M. Bernard Espinasse, responsable du pôle travaux maintenance, à M. Patrick Lextraire, responsable du pôle logistique d'aménagement, à M. Laurent Baron, responsable du pôle intendance, à M. Laurent Taubin, responsable du pôle technique, à M. Laurent Auvray, responsable du pôle opérationnel sûreté, à M. Denis Benoît, responsable du pôle opérationnel incendie, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 23 mai 2011 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

Décision n° 0130-N du 10 juin 2011 portant modification n° 13 à la délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 22 mars 2010 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 7 juin 2011, nommant M. Jérôme Pozuelos, chef de cabinet du président, à compter du 1^{er} juin 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 12 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« Art. 12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Jérôme Pozuelos, chef de cabinet du président, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Pozuelos, chef de cabinet du président délégation de signature est donnée à M. Yann Breheret, responsable de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} juin 2011 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE

Arrêté d*u 16 juin 2011 portant nomination (régisseur d'avances et de recettes) (Centre national de la Préhistoire).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code pénal, notamment son article 432-10 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances, modifié par l'arrêté du 28 janvier 2002 ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1988 modifié portant institution d'une régie de recettes auprès du Centre national de la préhistoire ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu l'arrêté du 21 février 2011 portant institution d'une régie d'avances auprès du service du patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2011 portant modification d'une régie d'avances et de recettes auprès du service du patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Annie Lagrange, technicienne de recherche, classe exceptionnelle, est nommée régisseur titulaire de la régie d'avances et de recettes instituée auprès du Centre national de la Préhistoire, service extérieur de la direction générale du patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Art. 2. - M^{me} Annie Lagrange percevra une indemnité de responsabilité et sera astreinte à constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 3. - Le régisseur est personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Art. 4. - Le régisseur ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal.

Art. 5. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du chef de service des affaires financières et générales :

Par empêchement du sous-directeur des affaires financières :
Le chef du bureau de la qualité comptable,
M. Maël Guilbaud-Nanhou

Décision du 27 juin 2011 portant délégation de signature à l'École nationale supérieure des beaux-arts (exposition 2001-2011, Soudain, déjà).

Le directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts,

Vu le décret n° 84-968 du 26 octobre 1984 modifié portant organisation administrative et financière de l'École nationale supérieure des beaux-arts, notamment son article 16 ;

Vu le décret du 4 octobre 2000 portant nomination de M. Henry-Claude Cousseau aux fonctions de directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Bruno Girveau, conservateur du patrimoine, chef du département du développement scientifique et culturel, à l'effet de signer, au nom du directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, l'ensemble des liquidations de factures, bons de commande, actes, conventions et décisions pris dans le cadre de l'organisation de l'exposition temporaire 2001-2011, *Soudain, déjà*.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Girveau, délégation est donnée à M^{me} Dominique Vandecasteele, conservatrice du patrimoine, adjointe au responsable des collections, à l'effet de signer, au nom du directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, l'ensemble des liquidations de factures, bons de commande, actes, conventions et décisions pris dans le cadre de l'organisation de l'exposition temporaire 2001-2011, *Soudain, déjà*.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur,
Henry-Claude Cousseau

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de ses sessions des 6 et 7 juillet 2005 et 26 et 27 septembre 2005 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 16 janvier 2006,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Lyon est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Lyon est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey
La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 5 et 6 octobre 2006 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 décembre 2006,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Marseille est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Marseille est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey
La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de ses sessions des 11 et 12 juillet 2006 et 5 et 6 octobre 2006 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 décembre 2006,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en

architecture lors de ses sessions des 11 et 12 juillet 2006 et 5 et 6 octobre 2006 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 décembre 2006,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de 2 ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2006-2007.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au

diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 9 et 10 mai 2007 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 26 juin 2007,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Nantes est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Nantes est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 9 et 10 mai 2007 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 26 juin 2007,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Nantes est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Nantes est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche les 19 avril et 21 juin 2010,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 9 et 10 mai 2007 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 26 juin 2007,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,
Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 9 et 10 mai 2007 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 26 juin 2007,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence au titre de la formation professionnelle continue pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 2. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,

Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,

Patrick Hetzel

Arrêté du 28 juin 2011 portant reconnaissance du diplôme d'architecte de l'INSA de Strasbourg délivré par l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, comme équivalent au diplôme d'État d'architecte conférant grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 19 avril 2010,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Le diplôme d'architecte de l'INSA de Strasbourg délivré par l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg est reconnu comme équivalent au diplôme d'État d'architecte conférant grade de master, pour une durée de 4 ans par le ministre chargé de l'architecture à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur, adjoint au directeur des patrimoines, chargé de l'architecture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,

Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,

Patrick Hetzel

MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES - LIVRE ET LECTURE

Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination de membres de la commission Philosophie, psychanalyse et sciences des religions du Centre national du livre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommées membres de la commission Philosophie, psychanalyse et sciences des religions du Centre national du livre :

- Élsa Dorlin, philosophe ;
- Martine de Gaudemar, philosophe et psychanalyste.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :
Le directeur général des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

Arrêté du 21 juin 2011 portant nomination d'un membre de la commission Librairie indépendante de référence.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12 ;
Vu le décret n° 2009-395 du 8 avril 2009 relatif au label de Librairie indépendante de référence,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est nommée membre de la commission Librairie indépendante de référence :

- M^{me} Samira El Alaoui en tant que représentante des régions.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Par délégation :
Le directeur général des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

Arrêté du 27 juin 2011 portant nomination du président de la commission Littératures étrangères du Centre national du livre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Michel Le Bris est nommé président de la commission Littératures étrangères du Centre national du livre.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Par délégation :
Le directeur général des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

Arrêté du 27 juin 2011 portant nomination de membres de la commission Littératures étrangères du Centre national du livre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission Littératures étrangères du Centre national du livre :

- Jean Mattern,
- Marguerite Pozzoli,
- Raphaëlle Rerolle,
- Sébastien Rutes,
- Éva Toulouze,
- Michel Volkovitch.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Par délégation :
Le directeur général des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

PATRIMOINES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Décision du 20 décembre 2010 portant composition de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de la direction générale des patrimoines.

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le procès-verbal en date du 30 juin 2010 concernant l'élection des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de la direction générale des patrimoines (scrutin du 29 juin 2010),

Décision :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration à la CCP de la direction générale des patrimoines, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Philippe Bélaval, directeur général des patrimoines ;
- M. Nicolas Houzelot, adjoint au sous-directeur des affaires financières et générales ;
- M^{me} Jacqueline Gomes, adjointe au chef de bureau de la filière administrative et des agents non-titulaires au service des ressources humaines ;

- M. Jean-Pierre Ganier, adjoint au chef du bureau des ressources humaines à la sous-direction des affaires financières et générales.

Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration à la CCP de la direction générale des patrimoines, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Bertrand-Pierre Galey, directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture ;
- M^{me} Bénédicte Lefeuvre, chargée de la sous-direction des affaires financières et générales ;
- M. Stéphane Cottard, adjoint au chef du bureau de la filière technique et des métiers d'art au service des ressources humaines ;
- M^{me} Brigitte Tehoval, chef de la mission dialogue social à la sous-direction des affaires financières et générales.

Art. 2. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel à la CCP de la direction générale des patrimoines, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

Collège	Titulaires	
« Encadrement et conception »	M. Maxime Viste	Direction, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
	M. Patrick Bottier	École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
« Intermédiaire »	M ^{me} Béatrice Bonacchi	Service communication et diffusion de la culture architecturale, École nationale supérieure d'architecture de Grenoble
« Exécution »	M. Jean-Luc Lopez	École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand

Sont nommés membres suppléants représentants du personnel à la CCP de la direction générale des patrimoines, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

Collège	Suppléants	
« Encadrement et conception »	M ^{me} Claire Mbaye-Böhm	Service des collections, musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée - MUCEM (site de Paris)
	M ^{me} Marianne Veillerot	Direction des études et de la vie étudiante, École nationale supérieure d'architecture de Grenoble
« Intermédiaire »	M ^{me} Martine Cornuaille	Service des ressources humaines, École nationale supérieure d'architecture de Nantes
« Exécution »	M. Frédéric Hillairin	Département de l'orientation et de la communication, direction scientifique du site de Paris, Archives nationales

Art. 3. - La présente décision abroge la décision du 13 juillet 2010 portant composition de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de la direction générale des patrimoines.

Art. 4. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

PATRIMOINES - ARCHÉOLOGIE

Décision n° 2011-DG/11/045 29 juin 2011 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand Est Sud et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords cadre ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes

nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M. Frédéric Seara, à M. Laurent Vaxelaire et à M. Éric Boes, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;
- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, et de MM. Frédéric Seara, Laurent Vaxelaire et Éric Boes, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M^{me} Adeline Clerc, contrôleur de gestion auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 20 000 euros HT, s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale.

Art. 4. - La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2011.

Art. 5. - Le directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

PATRIMOINES - ARCHITECTURE

Décision du 22 juin 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Fouad Boudinar).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Fouad Boudinar, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Fouad Boudinar, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 10 avril 1976 à Alger (Algérie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
à la direction générale des patrimoines,
Maryline Laplace

PATRIMOINES - ARCHIVES

Note d'information n° 2011/008 (DGP/SIAF/2011/012 et DEF/SGA/DMPA/000519) en date du 16 juin 2011 relative aux dossiers nominatifs de demande de carte du combattant (services déconcentrés de l'office national des anciens combattants).

Le directeur, chargé des Archives de France,

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives à

Mesdames et messieurs les directeurs des services départementaux d'archives

sous couvert de mesdames et messieurs les préfets de région,
et de mesdames et messieurs les préfets de département.

L'instruction interministérielle DAF/DPACI/RES/2008/012 et DEF/SGA/DMPA/ BPAB/001639 du 31 décembre 2008 relative au tri, au traitement et à la conservation des documents produits par les services déconcentrés de l'Office national des anciens combattants prévoit dans le tableau de tri (p. 15 de l'instruction) que les dossiers nominatifs d'attribution d'une carte du combattant peuvent être éliminés intégralement, à l'issue d'une DUA fixée à 90 ans à compter de la date de naissance des intéressés. Le sort final s'explique par le fait que les fichiers alphabétiques des demandeurs correspondants sont conservés.

Cependant, des cartes portant des photos d'identité de leur titulaire figurent parfois dans les dossiers nominatifs. Ces cartes ne sont pas des copies de cartes comme cela est mentionné dans l'instruction précitée. Elles proviennent en fait d'échanges non obligatoires de cartes, intervenus à la demande expresse de l'intéressé suite à la mise en service de nouveaux modèles (passage de la carte verte à la carte chamois puis de la carte chamois à la première carte tricolore). Certains services déconcentrés de l'ONAC n'ont pas détruit les cartes restituées mais les ont versées aux dossiers des intéressés. Les clichés photographiques qui figurent sur ces cartes présentent indéniablement un intérêt pour l'histoire des individus et constituent une source privilégiée pour les généalogistes amateurs.

En conséquence et dans l'attente d'une révision de la circulaire DAF/DPACI/RES/2008/012, je vous invite à vérifier auprès du directeur du service déconcentré de l'ONAC de votre département le contenu des dossiers nominatifs de demande de carte du combattant et à mettre en place en concertation avec lui le cas échéant toute mesure permettant de conserver les cartes restituées qui y figurent éventuellement. Les dossiers pourront ensuite être éliminés conformément à l'instruction précitée.

Je vous remercie de me faire connaître, par l'intermédiaire du bureau de la gestion, de la sélection et de la collecte au service interministériel des Archives de France d'une part et de la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives d'autre part, toute difficulté qui surgirait dans la mise en œuvre de ces dispositions.

Le directeur, chargé des Archives de France,
Hervé Lemoine

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives,
Éric Lucas

Instruction n° 2011/009 (DGP/SIAF/2011/012) du 29 juin 2011 relative aux tri et conservation des archives des juridictions spécialisées en matière de sécurité sociale (tribunaux des affaires de sécurité sociale, tribunaux du contentieux de l'incapacité, Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail).

NOR : MCCC11172804J

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé
à

Mesdames et messieurs les préfets

à l'attention de

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.

Le ministre de la Culture et de la Communication

à

Mesdames et messieurs les préfets

à l'attention de

Mesdames et messieurs les directeurs des services départementaux d'archives.

Pièces jointes : 3 tableaux de tri

Textes officiels :

- Code du patrimoine.

- Circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'État (NOR : PRMNX0105139C)

À ce jour, il n'existe aucun texte réglementaire spécifique pour déterminer les règles de tri et conservation des archives des juridictions spécialisées en matière de sécurité sociale. La présente circulaire a pour objet de préciser ces règles.

1. Présentation des juridictions

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS) et les tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI) ainsi que la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail (CNITAAT) sont des juridictions d'attribution. L'article L. 261-1 du Code de l'organisation judiciaire indique que les dispositions concernant la compétence, l'organisation et le fonctionnement de ces tribunaux sont énoncées au Code de la sécurité sociale.

1.1. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS)

Selon l'article L.142-2 du Code de la sécurité sociale, *« le tribunal des affaires de sécurité sociale connaît en première instance des litiges relevant du contentieux général de la sécurité sociale ainsi que de ceux relatifs au recouvrement des contributions »*

et cotisations mentionnées aux articles L. 143-11-6, L. 321-4-2, L. 351-3-1 et L. 351-14 du Code du travail. »

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale tranchent les litiges entre les assurés sociaux et les caisses de sécurité sociale (caisses d'assurance maladie, caisses d'allocations familiales, caisses de retraite, unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) après un recours exercé devant la commission de recours amiable (CRA) de l'organisme. Ils sont compétents en cas de contestation portant sur l'assujettissement, le calcul et le recouvrement des cotisations et des prestations sociales, le remboursement des frais médicaux, etc.

Ils statuent en dernier ressort si le montant du litige est inférieur ou égal à 4 000 euros. Les parties peuvent alors faire appel devant la Cour de cassation. Ils statuent en premier ressort si le montant est supérieur à 4 000 euros ou indéterminé. Dans ces cas, les parties peuvent faire appel devant la chambre sociale de la cour d'appel territorialement compétente.

L'article L. 142-4 du Code de la sécurité sociale précise que *« le tribunal des affaires de sécurité sociale est présidé par un magistrat du siège du tribunal de grande instance dans le ressort duquel le tribunal des affaires de sécurité sociale a son siège ou par un magistrat du siège honoraire, désigné pour trois ans par ordonnance du premier président de la cour d'appel prise après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège de la cour d'appel. »* Cette juridiction comprend, en outre, un assesseur représentant les travailleurs salariés et un assesseur représentant les employeurs et travailleurs indépendants. Le secrétariat du tribunal est assuré *« par un agent de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale dans la circonscription de laquelle fonctionne ledit tribunal ou un agent retraité des directions régionales des affaires sanitaires et sociales »*, selon l'article R. 142-15 du Code de la sécurité sociale.

1.2. Les tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI)

La compétence et l'organisation des tribunaux du contentieux de l'incapacité sont définies par les articles L. 143-2 à L. 143-2-3 du Code de la sécurité sociale. Les règles concernant la compétence, l'organisation et le fonctionnement des tribunaux du contentieux de l'incapacité sont fixées par les articles R. 143-1 à R. 143-5-3 du même code.

Sont soumises aux tribunaux du contentieux de l'incapacité les contestations mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 143-1 du Code de la sécurité sociale, à savoir celles qui sont relatives :

« 1°) à l'état ou au degré d'invalidité, en cas d'accident ou de maladie non régie par le livre IV du [Code de la sécurité sociale] et à l'état d'incapacité au travail ;

2°) à l'état d'incapacité permanente de travail et notamment au taux de cette incapacité, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ;

3°) à l'état d'incapacité de travail pour l'application des dispositions du livre VII du Code rural autres que celles relevant soit du contentieux général de la sécurité sociale, soit des juridictions de droit commun en vertu des articles 1169, 1234-17 et 1234-25 du Code rural » (article L. 143-2 du Code de sécurité sociale).

Ces juridictions règlent les litiges opposant les organismes de protection sociale aux assurés en matière de fixation du taux d'incapacité permanente partielle (IPP) pour un accident du travail (AT) ou une maladie professionnelle (MP), d'invalidité et d'incapacité au travail ; les litiges opposant les organismes de protection sociale aux employeurs pour les AT ou MP de leurs salariés, en matière de taux d'incapacité ; ainsi que les litiges opposant les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) concernant les décisions prises par la commission départementale de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) en matière de prestations à caractère social et d'orientation en établissement. Créés par l'article 80 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale, les tribunaux du contentieux de l'incapacité ont remplacé les commissions régionales d'invalidité et d'incapacité permanente et les commissions régionales d'incapacité au travail.

1.3. La Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail (CNITAAT)

La Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail a été créée par la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994. Elle est la juridiction d'appel nationale du contentieux technique de la sécurité sociale et statue en ressort unique en matière de tarification de l'assurance des accidents du travail (art. L. 143-1 et L. 242-5 du Code de la sécurité sociale).

L'article R. 143-15 du Code de la sécurité sociale précise que la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail comporte quatre sections qui connaissent respectivement :

1° des contestations mentionnées au 4° de l'article L. 143-1 et à l'article L. 242-5 et relatives à la tarification de l'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles des régimes autres qu'agricoles ;

2° des contestations mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 143-1 et relatives à l'état ou au degré d'invalidité, à l'état d'incapacité au travail, à l'état d'incapacité permanente de travail en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle concernant les régimes autres qu'agricoles ;

3° des contestations en matière de législation sociale agricole :

a) mentionnées au 4° de l'article L. 143-1 et à l'article L. 752-19 du Code rural et relatives à la tarification de l'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

b) mentionnées au 3° de l'article L. 143-1 et relatives à l'état et au degré d'invalidité ou à l'état d'incapacité au travail, lorsqu'elle n'est pas due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle ;

c) mentionnées au 3° de l'article L. 143-1 et relatives à l'état d'incapacité permanente de travail en cas d'accident du travail survenu ou de maladie professionnelle constatée, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi que des contestations prévues au premier alinéa de l'article L. 241-9 du Code de l'action sociale et des familles pour les ressortissants du régime agricole ;

4° des contestations prévues au premier alinéa de l'article L. 241-9 du Code de l'action sociale et des familles pour les ressortissants des régimes autres qu'agricoles.

Elle traite des appels des jugements des tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI) statuant sur les recours contre les décisions des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) concernant les prises en charge dans les établissements spécialisés, l'allocation pour adultes handicapés, la carte d'invalidité, l'allocation compensatrice pour tierce personne, l'allocation compensatrice pour frais professionnels, et spécifiquement pour les mineurs, concernant l'insertion scolaire et l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et son complément (art. L. 541-1 du Code de la sécurité sociale). Elle statue en outre sur les appels contre les décisions des caisses d'assurance maladie en matière d'invalidité et d'incapacité au travail, de taux d'incapacité en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle et en matière de tarification, en premier et dernier ressort sur les recours sur les taux de cotisations des employeurs pour la branche accident du travail et maladie professionnelle de l'assurance maladie.

Les pourvois sont formés contre les arrêts de la cour dans les conditions et formes ordinaires des pourvois en cassation.

Installée à Amiens, la cour est composée d'un président, président de chambre à la cour d'appel d'Amiens, nommé par décret et de magistrats président chacune des sections, conseillers à la même cour d'appel, désignés par le premier président de celle-ci pour une durée de trois ans. Les formations de jugement comportent un magistrat et deux assesseurs, l'un représentant les travailleurs salariés et l'autre représentant les employeurs ou les travailleurs indépendants.

2. Les tableaux de tri et de conservation

Les tableaux joints en annexe se décomposent en cinq colonnes.

Pour chaque catégorie de documents (colonne 2), identifiée par un numéro d'ordre (colonne 1), sont indiqués la durée d'utilité administrative retenue (DUA, colonne 3), le traitement à appliquer à l'échéance de la DUA (sort final, colonne 4), et éventuellement des observations complémentaires (colonne 5).

Conformément à l'article L. 212-2 du Code du patrimoine, « à l'expiration de leur période d'utilisation courante, les archives publiques font l'objet d'une sélection pour séparer les documents à conserver des documents dépourvus d'utilité administrative ou d'intérêt historique ou scientifique, destinés à l'élimination. ». Le sort final propose trois destinations possibles :

* la conservation, indiquée par la lettre C qui signifie versement pour conservation définitive et intégrale des documents dont l'intérêt historique le justifie dans le service public d'archives compétent (service départemental d'archives territorialement compétent pour les TASS et les TCI, Archives nationales pour la CNITAAT) ;

* la destruction, indiquée par la lettre D, qui permet la destruction intégrale et définitive des documents, après visa préalable de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives (directeur du service départemental d'archives territorialement compétent pour les TASS et les TCI ; chef de la mission archives du ministère en charge des juridictions spécialisées en matière de sécurité sociale) ;

* le tri, indiqué par la lettre T, qui implique que les documents doivent être triés par la juridiction afin de distinguer ceux qui, en vertu de leur intérêt historique, seront versés au service public d'archives compétent pour y être conservés définitivement, de ceux qui, après visa d'un bordereau d'élimination, pourront être éliminés.

Tout versement d'archives doit être accompagné d'un bordereau de versement (art. 18 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié), établi en trois exemplaires, sur lequel est reprise la liste des documents concernés, afin d'en faciliter l'identification. Des modèles de bordereaux peuvent être demandés au service public d'archives compétent.

De la même manière, la liste des documents qui peuvent, à l'issue de la DUA, faire l'objet d'une destruction du fait de leur faible intérêt historique, est reprise dans un bordereau de demande d'élimination, établi lui aussi en trois exemplaires, et soumis au visa de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives (art. 16 du décret n° 79-1037 précité). Aucune destruction ne peut intervenir sans ce visa. La destruction des documents est opérée par dénaturation (incinération, broyage, déchiquetage), à l'exclusion du compactage et du recyclage. Il est possible de recourir à un prestataire de services : la destruction doit alors être certifiée, le certificat faisant foi en cas de litige.

Lorsqu'un tri est préconisé à l'expiration de la DUA, les critères figurent dans la colonne « observations ». Lorsqu'une catégorie de dossiers fait l'objet d'un échantillonnage, cette colonne indique quels dossiers verser et lesquels éliminer.

Les DUA et les sorts finaux sont des minima à respecter : aucun document ne peut être soit versé, soit trié, soit éliminé avant le terme de la DUA ; celle-ci peut cependant être prolongée si la juridiction en émet le souhait, en liaison avec le service public d'archives compétent. De même, par accord mutuel, des documents dont le tableau prévoit l'élimination peuvent être conservés définitivement, si cela est jugé utile pour la recherche historique, le service public d'archives compétent assumant cette conservation. En revanche, aucun document dont la conservation définitive est prévue par le tableau ne doit être éliminé.

Nous vous remercions d'assurer la diffusion de la présente instruction auprès des juridictions placées sous votre autorité et vous prions de nous faire connaître toute difficulté qui pourrait survenir dans son application.

Pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé :
Le directeur de la sécurité sociale,
Dominique Libault

Pour le ministre de la Culture et de la Communication :
Le directeur, chargé des Archives de France,
Hervé Lemoine

(tableaux pages suivantes)

Tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS)

N° d'ordre	Catégories de documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations
Fonctionnement				
TASS01	Nomination du secrétaire : correspondance, proposition de candidat, note de nomination	5 ans	D	
TASS02	Assesseeurs : renouvellement	5 ans	D	
TASS03	Assesseeurs : rémunération, déclaration des cotisations « accidents du travail »	5 ans	D	Les indemnités et frais sont réglés par la caisse primaire d'assurance maladie concernée.
TASS04	Présidents de séance et experts : rémunération et frais de déplacement	5 ans	D	Même remarque.
TASS05	Budget de fonctionnement : état de dépenses, copies de factures	10 ans	D	
TASS06	Contrats de prestataires	10 ans à compter de la fin de validité	D	
TASS07	Rapports d'activité annuels	5 ans	C	
TASS08	Bilans statistiques semestriels	5 ans	D	
Activités juridictionnelles				
TASS09	Minutes des jugements	10 ans	C	
TASS10	Registre des recours	10 ans	C	
TASS11	Rôle d'audience ou plumeitif	10 ans	C	
TASS12	Dossiers de recours ayant fait l'objet d'un jugement définitif : pièces fournies par les parties et leurs conclusions, convocations, enquête avant dire droit, copie du jugement	5 ans à compter de la décision définitive	T	Tri mécanique : - conserver 1 dossier sur 10 si moins de 2 000 recours par an ; - conserver 1 dossier sur 20 si 2 000 à 5 000 recours par an ; - conserver 1 dossier sur 50 si plus de 5 000 recours par an.
TASS13	Enquête avant dire droit	5 ans	D	
TASS14	Cahier d'enregistrement des appels et pourvois en cassation	10 ans	C	
TASS15	Collection chronologique des copies des arrêts pris par la cour d'appel et la Cour de cassation	5 ans	D	

Tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI)

N° d'ordre	Catégories de documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations
Fonctionnement				
TCI01	Nomination du secrétaire du TCI : correspondance, proposition de candidat, note de nomination	5 ans	D	
TCI02	Assesleurs, désignation et renouvellement : - dossier de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale : correspondance, fiches des candidats, ordonnance de nomination, déclaration d'immatriculation ; - dossier du secrétaire : copie des ordonnances de nomination	5 ans	D	
TCI03	Assesleurs : rémunération, déclaration de cotisations « accidents du travail »	5 ans	D	Les indemnités et les frais sont réglés par la caisse primaire d'assurance maladie du siège du TCI.
TCI04	Médecins, experts, travailleurs occasionnels du service public, huissiers, interprètes : rémunération et frais de déplacement	5 ans	D	La caisse primaire d'assurance maladie est chargée de constituer des dossiers de personnel (reconstitution de carrière).
TCI05	Budget de fonctionnement : état de dépenses, copies de factures	10 ans	D	
TCI06	Suivi de l'activité du TCI : statistiques	5 ans	C	
Activités juridictionnelles				
TCI07	Minutes des jugements	10 ans	C	
TCI08	Registres des recours	10 ans	C	
TCI09	Registres d'audience	10 ans	C	
TCI10	Dossiers de recours : recours, pièces fournies par les parties, notamment des données médicales, copie du jugement	5 ans à compter de la décision définitive	D	Conserver un échantillon de dossiers spécimens représentatifs de la diversité des contentieux.
TCI11	Cahier d'enregistrement des appels et pourvois en cassation	10 ans	C	
TCI12	Copie des décisions de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail (CNITAAT) et de la Cour de cassation	5 ans	D	

Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail (CNITAAT)

N° d'ordre	Catégories de documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations
Fonctionnement				
CNITAAT01	Données statistiques	5 ans	C	
CNITAAT02	Rapport annuel d'activité	5 ans	C	
CNITAAT03	Dossiers administratifs des magistrats et des assistants de justice	Départ de l'agent	D	Il s'agit du dossier de gestion conservé dans le service. Il peut être détruit au départ de l'agent puisque les dossiers administratifs et financiers sont au service administratif régional (D) et au ministère de la Justice.
CNITAAT04	Dossiers de gestion des fonctionnaires (hors fonctionnaires Justice)	Départ de l'agent	D	Il s'agit du dossier de gestion conservé dans le service. Il peut être détruit au départ de l'agent puisque les dossiers sont conservés à la direction des ressources humaines du ministère en charge de la sécurité sociale.
CNITAAT05	Dossier de gestion des agents mis à disposition par la Caisse primaire d'assurance maladie et la Mutualité sociale agricole de la Somme	Départ de l'agent	D	Il s'agit du dossier de gestion conservé dans le service. Il peut être détruit au départ de l'agent puisque les dossiers administratifs et financiers sont à la Caisse primaire d'assurance maladie ou à la Mutualité sociale agricole de la Somme.
CNITAAT06	Experts médicaux : - Ordonnance de désignation (pour les experts non inscrits sur la liste de la cour d'appel), prestations de serment - Dossier administratif	30 ans 10 ans	D D	

N° d'ordre	Catégories de documents	Durée d'utilité administrative (DUA)	Sort final	Observations
CNITAAT07	Assesseurs : - Ordonnance de désignation - Procès-verbal d'installation - Dossier administratif : arrêté de nomination, demandes de renouvellement, frais de déplacement, indemnités	30 ans 30 ans 10 ans	D D D	
CNITAAT08	Secrétaires d'audience : ordonnance de désignation, prestations de serment	30 ans	D	Anciennement rapporteurs.
Activités juridictionnelles				
CNITAAT09	Minute des décisions	10 ans	C	
CNITAAT10	Dossiers de procédure	5 ans	T	Conserver 1/10 ^e des dossiers de chaque section ainsi que les dossiers ayant fait l'objet d'un pourvoi en cassation.
CNITAAT11	Répertoire général des affaires : enregistrement informatisé (application Themis)	30 ans	C	Chaque année, extraction et versement aux Archives nationales des données relatives aux procédures terminées depuis 5 ans.
CNITAAT12	Registre d'audience	5 ans	C	
CNITAAT13	Registre des pourvois en cassation	10 ans	C	
CNITAAT14	Registre de transcription des arrêts de la Cour de cassation	10 ans	C	

PATRIMOINES - MONUMENTS HISTORIQUES

Arrêté du 2 juin 2011 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment ses articles L. 611-1 et R. 611-1 à R. 611-16 ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2007 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2008 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 23 juin 2009 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2010 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2011 portant nomination à la Commission nationale des monuments historiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La liste des membres de la Commission nationale des monuments historiques est modifiée comme suit, jusqu'au 26 octobre 2011, date du prochain renouvellement de la commission :

1. Au titre de la deuxième section :

* Est nommé :

- M. Heijmans (Marc), ingénieur de recherche au CNRS, membre titulaire, au titre des personnalités qualifiées.

* Cesse d'appartenir à la deuxième section de la commission :

- M^{me} Piel (Caroline), membre suppléant, au titre des représentants des services déconcentrés du ministère de la Culture et de la Communication.

2. Au titre de la troisième section :

* Sont nommés :

- M. Cieren (Philippe), membre titulaire, au titre de l'inspection des patrimoines,

- M^{me} Piel (Caroline), membre suppléant de M. Cieren, au titre de l'inspection des patrimoines.

3. Au titre de la quatrième section :

* Est nommée :

- M^{me} Piel (Caroline), membre titulaire, au titre de l'inspection des patrimoines.

4. Au titre de la cinquième section :

* Est nommée :

- M^{me} Piel (Caroline), membre suppléant de M. Brochard, au titre de l'inspection des patrimoines.

Art. 2. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Décision n° DS IL 2011-21-Adm MONOD P du 8 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 27 mai 2011 portant nomination de M. Patrick Monod en qualité d'administrateur par intérim du château de Bouges à compter du 27 mai 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Patrick Monod en qualité d'administrateur par intérim à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes

publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration du château de Bouges.

Art. 3. - La décision n° DS IL Adm-1-2008-Dma du 11 mai 2008 donnant délégation de signature à M^{me} Dominique Maldent est abrogée.

Art. 4. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° DS IL 2011-22-Adm ARNAULT L du 8 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 27 mai 2011 portant nomination de M. Lionel Arnault en qualité d'administrateur par intérim de la cité de Carcassonne,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Lionel Arnault en qualité d'administrateur par intérim, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique ;

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration de la cité de Carcassonne.

Art. 3. - La décision n° DS IL 2011-08-Adm du 11 avril 2011 donnant délégation de signature à M^{me} Patricia Corbett est abrogée.

Art. 4. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° DS IL 2011-23-Adm LE MAGOAROU B. du 27 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 23 mai 2011 portant nomination de M. Bernard Le Magoarou en qualité d'administrateur à compter du 18 juillet 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Bernard Le Magoarou, à compter du 18 juillet 2011, en qualité d'administrateur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant

des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration des monuments suivants :

- le monastère de Saorge ;

- le trophée des Alpes (La Turbie) ;

- le cloître de la cathédrale de Fréjus.

Art. 3. - L'article 2 de la décision n° DS ABF 1-2008 Nic-CVe du 11 mai 2008 donnant délégation de signature à M. Claude Verrier est supprimé et remplacé par :

« la délégation de signature est accordée pour l'administration de la cathédrale Sainte Réparate à Nice ».

Toutes les autres dispositions de ladite décision restent inchangées.

La décision n° IL/Adm 2010-3 du 2 juillet 2010 donnant délégation de signature à M^{me} Joëlle Barthez pour l'administration par intérim du cloître de la cathédrale de Fréjus et la décision n° DS IL 2010-12 Adm du 29 décembre 2010 donnant délégation de signature à M. Patrick Monod pour l'administration par intérim du monastère de Saorge sont abrogées à compter du 18 juillet 2011.

Art. 4. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° IL DDE-2011-07 du 27 juin 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle, président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 15 juin 2011 portant nomination de M. Bernard Rey en qualité de directeur du développement économique par intérim à compter du 7 juin 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Bernard Rey, directeur du développement économique par intérim, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 45 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dans la limite de 40 % de dérogation aux tarifs en vigueur ;
- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Rey, délégation de signature est donnée à M^{me} Marina Santelli, chef du département du développement de la fréquentation, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les ordres de mission des personnels relevant de son autorité y compris les animateurs de développement en région à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Rey, délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Vial, chef du département du développement des ressources domaniales, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dans la limite de 40 % de dérogation aux tarifs en vigueur ;
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Rey, délégation de signature est donnée à M^{me} Béatrice de Castilla, chef du département du développement des ventes, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Béatrice de Castilla, délégation de signature est donnée à M^{me} Nathalie Jacquet, adjointe au chef du département du développement des ventes, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Béatrice de Castilla, délégation de signature est donnée à M. Georges Bourguet, responsable de la librairie du patrimoine de l'hôtel de Sully, à l'effet de

signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 11 000 euros HT.

Art. 7. - La décision n° IL/DDE-2010-16 du 11 janvier 2011 est abrogée.

Art. 8. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif, juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

**Décision n° DS IL 2011-24-Adm Grangier-Menu.
E du 28 juin 2011 portant délégation de signature
au Centre des monuments nationaux.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 20 juin 2011 portant nomination de M^{me} Éva Grangier-Menu en qualité d'administratrice par intérim à compter du 20 juin 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Éva Grangier-Menu, à compter du 20 juin 2011, en qualité d'administratrice par intérim, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Éva Grangier-Menu, délégation de signature est donnée à M^{me} Maléna Dumoutier, adjointe de l'administratrice par intérim, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

Art. 3. - La présente délégation de signature est accordée pour les monuments suivants :

- le château d'Azay-le-Rideau ;

- le cloître de la Psalette.

Art. 4. - La décision n° DS IL 2011-14-Adm donnant délégation de signature à M. Dominique Ménager et à M^{me} Maléna Dumoutier est abrogée.

Art. 5. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

PATRIMOINES - MUSÉES

Décision n° 2011-3 du 16 juin 2011 portant délégation de signature à l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 10 juin 2010 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2010-1367 du 11 novembre 2010 relatif à l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le contrat de travail du 1^{er} juin 2011 nommant M^{me} Audrey Van Duc en qualité de responsable formation au service du développement RH et du dialogue social ;

Vu la décision du président de l'établissement public n° 2010-3 du 12 novembre 2010 portant délégation de signature, notamment en son article 6 ;

Vu la décision du président de l'établissement public n° 2011-2 du 11 mai 2011 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de M^{me} Orianne Strangi et de M. Ronan Boulesteix, délégation est donnée à M^{me} Audrey Van Duc, responsable formation et GPEEC, à l'effet de signer les actes relatifs à la formation des personnels, à l'exception :

- des documents ayant une incidence financière ;
- des conventions de stage.

Art. 2. - L'article 1^{er} de la présente décision complète l'article 6 de la décision du 12 novembre 2010 susvisée.

La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° DFJ/DML/2011/19 du 23 juin 2011 portant délégation de signature au musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 14 avril 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature modifiée,

Décide :

Art. 1^{er}. - En l'absence de M. Hervé Barbaret, la même délégation que celle dont il dispose par décision DFJS/DML/2009/25 du 23 octobre 2009 précitée est donnée :

- à M^{me} Charlotte Lemoine, directrice des ressources humaines et du développement social, pour la période courant du 6 août 2011 au 15 août 2011 compris ;
- à M^{me} Claudia Ferrazzi, administratrice générale adjointe, pour la période courant du 16 août 2011 au 28 août 2011 compris.

Art. 2. - Cette décision prend effet à compter de sa publication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Arrêté du 8 avril 2011 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Denis Bibard).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 6 avril 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Denis Bibard, né le 26 septembre 1966 à Bressuire (79), de nationalité française, exerçant la fonction d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 8 avril 2011 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Yves Gigos).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 6 avril 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Yves Gigos, né le 9 mai 1961 à Mulhouse (68), de nationalité française, exerçant la fonction

d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 20 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes, en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{lle} Alexandra Chicheportiche).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 7 avril 2011 par la Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{lle} Alexandra Chicheportiche, née le 27 décembre 1980 à Paris 17^e (75), de nationalité française, exerçant la fonction de juriste, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M^{lle} Alexandra Chicheportiche est désignée par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,
Maryline Guiry-Droz

Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Samuel Bayard).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mars 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Samuel Bayard, né le 9 septembre 1970 à Saint-Omer (62), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,
Maryline Guiry-Droz

Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Breheret).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mars 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Philippe Breheret, né le 22 décembre 1966 à Nantes (44), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,
Maryline Guiry-Droz

Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Damien Courcier).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mars 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Damien Courcier, né le 26 octobre 1970 à Valenciennes (59), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,
Maryline Guiry-Droz

Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Robin Danthu).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mars 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Robin Danthu, né le 6 janvier 1978 à Saint-Tropez (83), de nationalité française, exerçant la fonction d'adjoint de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,
Maryline Guiry-Droz

Arrêté du 21 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Didier Vincent).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mars 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Didier Vincent, né le 27 novembre 1956 à Clermont-Ferrand (63), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la sous-directrice des affaires juridiques :
L'adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques,
Maryline Guiry-Droz

Arrêté du 27 avril 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Nathalie Artagoitia).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 31 mars 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Nathalie Artagoitia, née le 2 février 1962 à Alençon (61), de nationalité française, exerçant la fonction de chargée de clientèle, est agréée en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 6 mai 2011 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Thierry Rupaïre).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 27 avril 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Thierry Rupaïre, né le 11 juillet 1967 à Trois-Rivières (971), de nationalité française, exerçant la fonction d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Gilles Domenc).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Gilles Domenc, né le 27 avril 1961 à Paris 20^e (75), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Alexandre Foissey).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Alexandre Foissey, né le 11 mai 1977 à Lyon 9^e (69), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Gilles Guilloux).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Gilles Guilloux, né le 30 septembre 1958 à Pontivy (56), de nationalité française, exerçant la fonction d'adjoint de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Moulin).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Stéphane Moulin, né le 28 décembre 1961 à Zinder (Niger), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Maïwenn Poirier).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Maïwenn Poirier, née le 6 mars 1979 à Concarneau (29), de nationalité française, exerçant la fonction de contrôleur musical, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Michel Putz).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Michel Putz, né le 2 août 1961 à Thionville (57), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. René-Charles Quil).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. René-Charles Quil, né le 5 janvier 1967 à Lons-le-Saunier (39), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Guillaume Tabart).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Guillaume Tabart, né le 8 avril 1972 à Bondy (93), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 17 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Hagard).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 6 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Stéphane Hagard, né le 30 juin 1972 à Luçon (85), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Frédéric Aranéo).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 11 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Frédéric Aranéo, né le 30 août 1977 à Marseille (13), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Cairole).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 11 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Philippe Cairole, né le 29 novembre 1947 à Angoulême (16), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Rémi Dumet).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;
Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;
Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;
Vu la demande présentée le 11 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Rémi Dumet, né le 27 mars 1959 à Neuilly-sur-Seine, de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Anne-Isabelle Rasson).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;
Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;
Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;
Vu la demande présentée le 11 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Anne-Isabelle Rasson, née le 10 août 1977 à Le Blanc (36), de nationalité française, exerçant la fonction de chargée de clientèle, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Fabrice Roche).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;
Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;
Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;
Vu la demande présentée le 11 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Fabrice Roche, né le 14 avril 1975 à Romans-sur-Isère (26), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 26 mai 2011 refusant le renouvellement d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle et portant abrogation de l'arrêté du 14 novembre 2008 (M. Camille Mathiou).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande de renouvellement de l'agrément de M. Camille Mathiou présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 6 avril 2011 ;

Vu le courrier adressé par l'administration à M. Camille Mathiou le 5 mai 2011, l'invitant à présenter ses éventuelles observations écrites ;

Vu les observations présentées par l'intéressé le 19 mai 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le renouvellement de l'agrément délivré le 14 novembre 2008 à M. Camille Mathiou est refusé, l'instruction de la demande ayant fait ressortir que M. Mathiou a été condamné à une peine correctionnelle pour des faits incompatibles avec les fonctions à exercer d'attaché régional.

Art. 2. - L'arrêté du 14 novembre 2008, relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle, et agréant M. Camille Mathiou, attaché régional de la Société pour la perception de la rémunération équitable, est abrogé.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Yves Barra).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Yves Barra, né le 20 janvier 1963 à Nantes (44), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Nicolas Bezins).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Nicolas Bezins, né le 20 novembre 1975 à Troyes (10), de nationalité française, exerçant la fonction d'inspecteur musical, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Daniel Chibrard).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Daniel Chibrard, né le 5 juillet 1953 à Givors (69), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. André Cieski).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. André Cieski, né le 29 février 1960 à Aurillac (15), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Marion Fourniguet).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Marion Fourniguet, née le 2 mars 1979 à Sainte-Foy-lès-Lyon (69), de nationalité française, exerçant la fonction de contrôleur musical, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christophe Guyot).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Christophe Guyot, né le 1^{er} juillet 1973 à Melun (77), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. François Hatrival).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. François Hatrival, né le 3 mai 1970 à Charleville-Mézières (08), de nationalité française, exerçant la fonction d'inspecteur musical, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Shankar Kirpalani).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Shankar Kirpalani, né le 21 avril 1977 à Paris 14^e (75), de nationalité française, exerçant la fonction de copiste, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Olivier Leroux).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Olivier Leroux, né le 6 juillet 1963 à Petit-Quevilly (76), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Mestre).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Philippe Mestre, né le 28 juin 1954 à Clermont-Ferrand (63), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 8 juin 2011 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Dominique Grenier).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2011 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Dominique Grenier, né le 10 mai 1965 à Neuilly-sur-Seine, de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

JO n° 127 du 1^{er} juin 2011

Texte n° 1 Loi n° 2011-606 du 31 mai 2011 relative au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement.

Premier ministre

Texte n° 53 Arrêté du 30 mai 2011 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. François Ravier, SGAR Corse).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 71 Décret du 30 mai 2011 portant nomination du sous-préfet de Forbach (1^{re} catégorie) (M. Michel Heuzé).

Texte n° 72 Décret du 30 mai 2011 portant nomination du sous-préfet de La Trinité (M. Jean Almazan).

Texte n° 74 Décret du 30 mai 2011 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de Loir-et-Cher (M^{me} Isabelle Épaillard-Patriat).

Texte n° 75 Décret du 30 mai 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Yvelines (1^{re} catégorie) (M. Jean-Marc Galland).

Texte n° 76 Décret du 30 mai 2011 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Alpes (M. Jean-Philippe Legueult).

Texte n° 77 Décret du 30 mai 2011 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe (M. François Ravier).

Texte n° 78 Décret du 30 mai 2011 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe (M^{me} Magali Debatte).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 90 Arrêté du 20 mai 2011 portant démission du cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration des candidats reçus aux épreuves qui se sont déroulées en 2009 et 2010.

Conventions collectives

Texte n° 98 Arrêté du 25 mai 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins (n° 2397).

Avis divers

Texte n° 135 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 128 du 2 juin 2011

Culture et communication

Texte n° 34 Décret du 31 mai 2011 portant classement au titre des monuments historiques des parcelles IN 66 et 67, avec les vestiges archéologiques qu'elles contiennent, au lieudit Port La Nautique à Narbonne (Aude).

Texte n° 52 Arrêté du 25 mai 2011 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée du Louvre (MM. Henri de Castries et Thierry Desmarest).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 35 Décret n° 2011-622 du 31 mai 2011 modifiant certaines dispositions statutaires relatives aux ingénieurs et aux techniciens territoriaux.

Travail, emploi et santé

Décret n° 2011-620 du 31 mai 2011 relatif à l'âge d'attribution d'une pension de retraite à taux plein.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 54 Décision n° 2011-282 du 10 mars 2011 complétant la décision n° 2005-30 du 18 janvier 2005 autorisant la Société de gestion du réseau R 1 (GR 1) à utiliser une ressource radioélectrique pour le multiplexage des programmes des éditeurs de services de télévision par voie hertzienne terrestre en mode numérique du réseau R 1.

JO n° 129 du 4 juin 2011

Premier ministre

Texte n° 5 Arrêté du 1^{er} juin 2011 pris pour l'application de l'article 7 du décret n° 2011-193 du 21 février 2011 portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'État.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 60 Décret du 3 juin 2011 portant nomination du préfet de l'Allier (M. Jean-Luc Marx).

Texte n° 61 Décret du 3 juin 2011 portant nomination du préfet du Lot (M. Bernard Gonzalez).

Culture et communication

Texte n° 80 Décret du 1^{er} juin 2011 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M^{me} Anne-Marie Le Guével et M. Christopher Miles).

Conventions collectives

Texte n° 81 Avis relatif à l'extension de la convention collective nationale de la librairie.

Texte n° 83 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique.

Texte n° 85 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 89 Décision n° 2011-284 du 5 mai 2011 relative à l'arrêt de la diffusion analogique du service de télévision privé à caractère local dénommé TélGrenoble diffusé en clair par voie analogique hertzienne terrestre à Grenoble.

Texte n° 92 Décision n° 2011-290 du 15 mars 2011 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans le département de La Réunion.

JO n° 131 du 7 juin 2011

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 20 Arrêté du 9 mai 2011 portant ouverture au titre de l'année 2011 de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2^e classe au Centre national de la recherche scientifique (dont : BAP D. - Sciences humaines et sociales : 1 ingénieur de recherche en archéologie et 1 ingénieur de recherche en archéométrie ; BAP F. - Information : documentation, culture, communication, édition, TICE : 1 responsable des collections muséales).

Texte n° 21 Arrêté du 9 mai 2011 portant ouverture au titre de l'année 2011 de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs d'études de 2^e classe au Centre national de la recherche scientifique (dont : BAP D. - Sciences humaines et sociales : 2 ingénieurs d'études en archéométrie ; BAP F. - Information : documentation, culture, communication, édition, TICE : 6 chargés de ressources documentaires, 4 chargés de communication et des médias, 1 ingénieur des systèmes et techniques audiovisuels et multimédia).

Texte n° 22 Arrêté du 9 mai 2011 portant ouverture au titre de l'année 2011 de concours externes pour le recrutement d'assistants ingénieurs au Centre national de la recherche scientifique (dont : BAP D. - Sciences humaines et sociales : 1 assistant en archéologie ; BAP F. - Information : documentation, culture, communication, édition, TICE : 1 assistant de

ressources documentaires, 1 assistant archiviste et 2 assistants de rédaction/édition).

Texte n° 23 Arrêté du 9 mai 2011 portant ouverture au titre de l'année 2011 de concours externes pour le recrutement de techniciens de classe normale au Centre national de la recherche scientifique (dont : BAP F. - Information : documentation, culture, communication, édition, TICE : 1 technicien des métiers de l'image et du son).

Texte n° 25 Arrêté du 26 mai 2011 modifiant l'arrêté du 18 février 1992 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement des conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, réservé aux élèves et anciens élèves de l'École nationale des chartes.

Culture et communication

Texte n° 27 Arrêté du 27 mai 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Henri-Edmond Cross et le néo-impressionnisme, de Seurat à Matisse*, au musée Marmottan-Monet, Paris puis au musée départemental Matisse du Câteau-Cambrésis).

Conventions collectives

Texte n° 68 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 69 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 70 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 71 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 72 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 73 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 74 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 75 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 76 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 77 Décision n° 2011-291 du 15 mars 2011 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans la collectivité de Mayotte.

Texte n° 78 Décision n° 2011-292 du 15 mars 2011 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans le département de la Guyane.

Texte n° 79 Décision n° 2011-293 du 15 mars 2011 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans le département de la Martinique.

Texte n° 80 Décision n° 2011-294 du 15 mars 2011 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans le département de la Guadeloupe.

Texte n° 81 Décision n° 2011-295 du 15 mars 2011 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans la collectivité de Wallis-et-Futuna.

Avis divers

Texte n° 136 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Caméléone).

JO n° 132 du 8 juin 2011

Culture et communication

Texte n° 29 Arrêté du 1^{er} juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation de l'arrêté du 8 décembre 2010 NOR : MCCC1030845A).

Texte n° 30 Arrêté du 1^{er} juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation de l'arrêté du 8 juillet 2010 NOR : MCCC1015879A).

Texte n° 31 Arrêté du 7 juin 2011 portant approbation d'un avenant à une convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (L'Atelier international du Grand Paris et des projets architecturaux et urbains).

Conventions collectives

Texte n° 53 Arrêté du 31 mai 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires (n° 2785).

Texte n° 54 Arrêté du 31 mai 2011 portant extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 55 Arrêté du 31 mai 2011 portant extension d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre

de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 56 Arrêté du 31 mai 2011 portant extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Avis divers

Texte n° 100 Vocabulaire de l'automobile (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

JO n° 133 du 9 juin 2011

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 16 Arrêté du 27 mai 2011 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Texte n° 18 Arrêté du 1^{er} juin 2011 modifiant l'arrêté du 2 décembre 2010 portant ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux.

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 30 Arrêté du 26 mai 2011 fixant les modalités et le calendrier d'affectation des lauréats des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration organisés au titre de l'année 2010 (formation du 1^{er} septembre 2011 au 31 août 2012).

Conventions collectives

Texte n° 72 Avis relatif à l'extension de l'accord du 25 octobre 2010 dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises techniques au service de la création et de l'événement.

Avis divers

Texte n° 98 Vocabulaire de l'équipement et des transports (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

JO n° 134 du 10 juin 2011

Économie, finances et industrie

Texte n° 18 Arrêté du 27 mai 2011 portant création d'un traitement automatisé d'informations individuelles relatif à une enquête sur l'utilisation de l'information dans la vie quotidienne (IVQ).

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 40 Décret du 9 juin 2011 portant nomination du président du conseil d'administration de l'établissement public Institut français (M. Xavier Darcos).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 46 Décret du 8 juin 2011 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Mamers (M^{me} Véronique Doisneau-Herry).

Texte n° 47 Décret du 8 juin 2011 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Langres (M^{me} Catherine Sadrin).

Texte n° 48 Décret du 8 juin 2011 portant nomination du sous-préfet de Reims (1^{re} catégorie) (M. Michel Bernard).

Texte n° 49 Décret du 8 juin 2011 portant nomination du sous-préfet de Muret (M. Jean-Jacques Caron).

Texte n° 50 Décret du 8 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet du Val-d'Oise (1^{re} catégorie) (M. Gilles Prieto).

Culture et communication

Texte n° 59 Décret du 8 juin 2011 portant nomination du président de la société par actions simplifiée « Palais de Tokyo » (M. Jean de Loisy).

Conventions collectives

Texte n° 62 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

JO n° 135 du 11 juin 2011

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 22 Arrêté du 6 juin 2011 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, réservé aux élèves et anciens élèves de l'École nationale des chartes et aux candidats justifiant d'un titre ou diplôme, d'une formation ou d'une qualification reconnue équivalente à la troisième année de scolarité de cette école, et fixant le nombre de postes offerts à ce concours.

JO n° 136 du 12 juin 2011

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 1 Décret n° 2011-652 du 10 juin 2011 portant publication de l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble une annexe), signé à New Delhi le 6 décembre 2010.

Culture et communication

Texte n° 23 Arrêté du 1^{er} juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Jacques Villon*, au musée des Beaux-Arts d'Angers).

Texte n° 24 Arrêté du 1^{er} juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Beauté, morale et volupté dans l'Angleterre d'Oscar Wilde*, au musée d'Orsay à Paris).

Texte n° 25 Arrêté du 3 juin 2011 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation provisoire des agences de presse.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 32 Décret du 10 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Ain (M. Emmanuel Dupuis).

Texte n° 33 Décret du 10 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet de la préfète du Cher (M. Xavier Luquet).

Texte n° 34 Décret du 10 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor (M. Étienne Brun-Rovet).

Texte n° 35 Décret du 10 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Landes (M. Loïc Obled).

Texte n° 36 Décret du 10 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de Saône-et-Loire (M. Alexandre Piton).

Texte n° 37 Décret du 10 juin 2011 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de Vaucluse (M^{me} Annabelle Vandendriessche).

JO n° 137 du 15 juin 2011

Écologie, développement durable, transports et logement

Texte n° 36 Arrêté du 20 mai 2011 portant nomination du directeur général de l'Établissement public de l'aménagement en Guyane (M. Jack Arthaud, architecte, urbaniste d'État).

Culture et communication

Texte n° 65 Arrêté du 3 juin 2011 portant nomination à la commission d'agrément instituée par l'article 2 de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art (M. Louis Schweitzer, président de la commission).

Texte n° 66 Arrêté du 14 juin 2011 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M. Jean-Philippe Pierre, chef de cabinet).

Conventions collectives

Texte n° 70 Arrêté du 7 juin 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (n° 567).

Texte n° 80 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

JO n° 138 du 16 juin 2011

Texte n° 2 Loi n° 2011-664 du 15 juin 2011 actualisant l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs.

Texte n° 3 Loi n° 2011-665 du 15 juin 2011 visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France.

Travail, emploi et santé

Texte n° 33 Arrêté du 15 juin 2011 portant agrément des accords relatifs aux annexes I à XII au règlement général annexé à la convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage (dont : journaliste).

Texte n° 35 Arrêté du 15 juin 2011 portant agrément de l'accord du 6 mai 2011 relatif au régime d'assurance chômage applicable aux apprentis du secteur public.

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 39 Arrêté du 3 juin 2011 portant transfert du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires, des taxes d'urbanisme et de la redevance d'archéologie préventive entre des postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 41 Arrêté du 31 mai 2011 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

Texte n° 42 Arrêté du 31 mai 2011 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants des bibliothèques.

Justice et libertés

Texte n° 56 Arrêté du 31 mai 2011 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (M. Jean-Louis Daumas et M^{me} Maud Guivarch).

Conventions collectives

Texte n° 72 Arrêté du 7 juin 2011 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la librairie.

Texte n° 74 Arrêté du 8 juin 2011 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Texte n° 79 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 80 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 81 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 139 du 17 juin 2011**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 48 Décret n° 2011-675 du 15 juin 2011 relatif au dossier individuel des agents publics et à sa gestion sur support électronique.

Culture et communication

Texte n° 58 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers (diplômes d'architecte québécois délivrés par l'école d'architecture de l'université de Laval, au Québec).

Texte n° 59 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers (diplômes d'architecte québécois délivrés par l'université McGill, au Québec).

Texte n° 60 Arrêté du 1^{er} juin 2011 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers (diplômes d'architecte québécois délivrés par l'école d'architecture-faculté de l'aménagement de l'université de Montréal, au Québec).

Texte n° 61 Arrêté du 15 juin 2011 portant délégation de signature (M. Frédéric Sallet, chef de cabinet).

Texte n° 81 Arrêté du 14 juin 2011 portant nomination au cabinet du ministre (M. Frédéric Sallet, chef de cabinet).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 73 Décret du 16 juin 2011 portant nomination de la préfète de la Charente-Maritime (M^{me} Béatrice Abollivier).

Texte n° 74 Décret du 16 juin 2011 portant nomination du préfet de la Dordogne (M. Jacques Billant).

Texte n° 75 Décret du 16 juin 2011 portant nomination du préfet de l'Ariège (M. Salvador Perez).

Conventions collectives

Texte n° 94 Arrêté du 10 juin 2011 portant élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 95 Arrêté du 10 juin 2011 portant élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 96 Arrêté du 10 juin 2011 portant élargissement d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Avis divers

Texte n° 131 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Perfect Model).

Texte n° 144 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'un trésor national dans le cadre de l'article 238 *bis* 0A du Code général des impôts (pour la Bibliothèque nationale de France : un manuscrit enluminé de la *Vie de Sainte Catherine d'Alexandrie*, traduction française composée par Jean Mielot, copie calligraphiée et signée par David Aubert, illustré de quatorze miniatures de Simon Marmion, parchemin, 54 ff, deuxième moitié du xv^e siècle (vers 1474)).

JO n° 140 du 18 juin 2011**Conseil constitutionnel**

Texte n° 44 Décision n° 2011-134 QPC du 17 juin 2011 du Conseil constitutionnel (mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique).

JO n° 141 du 19 juin 2011**Culture et communication**

Texte n° 15 Arrêté du 17 juin 2011 portant nomination et détachement (administration centrale) (M^{me} Laurence Cassegrain, directrice de projet auprès du directeur (Grand Paris), adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture).

Avis divers

Texte n° 46 Vocabulaire de la défense (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

JO n° 142 du 21 juin 2011**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 15 Arrêté du 9 juin 2011 modifiant l'arrêté du 2 décembre 2010 portant ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (interne et externe).

Économie, finances et industrie

Texte n° 38 Arrêté du 10 juin 2011 portant nomination à la Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant (pour la culture : M^{me} Caroline Piel).

Avis divers

Texte n° 108 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M^{me} Laurence Fichelle, Idole).

JO n° 143 du 22 juin 2011**Culture et communication**

Texte n° 47 Arrêté du 24 mai 2011 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (SNGCA Archiv System).

Texte n° 48 Arrêté du 3 juin 2011 portant modification d'une régie d'avances et de recettes (modification de l'arrêté du 21 février 2011 concernant le service du patrimoine).

Texte n° 49 Arrêté du 6 juin 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation.

Avis divers

Texte n° 140 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 144 du 23 juin 2011**Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 4 Décret n° 2011-704 du 20 juin 2011 portant publication de la convention de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu conclue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Vanuatu, signée à Nouméa le 16 février 2010.

Économie, finances et industrie

Texte n° 17 Décret n° 2011-709 du 21 juin 2011 modifiant le décret n° 2004-1119 du 19 octobre 2004 portant création de la mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat.

Culture et communication

Texte n° 31 Arrêté du 15 juin 2011 définissant le contenu des éléments de la mission de maîtrise d'œuvre confiée aux techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre des monuments historiques ainsi que pour les parties non protégées des orgues partiellement protégées.

Texte n° 58 Arrêté du 15 juin 2011 portant nomination au conseil d'orientation stratégique de l'Institut français (MM. Guillaume Boudy, Philippe Bélaval, Georges-François Hirsch et M^{me} Laurence Franceschini).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 43 Décret du 21 juin 2011 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Mayenne (M^{me} Sophie Yannou-Gillet).

Texte n° 44 Décret du 21 juin 2011 portant nomination de la sous-préfète de Segré (M^{me} Claire Wanderoild).
Texte n° 45 Décret du 21 juin 2011 portant nomination du sous-préfet de Vienne (1^{re} catégorie) (M. Lionel Lemoine).

Texte n° 46 Décret du 21 juin 2011 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Alpes (M. Christophe Lotigie).

Texte n° 47 Décret du 21 juin 2011 portant nomination de la directrice de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (M^{me} Frédérique Camilleri).

Texte n° 61 Arrêté du 21 mars 2011 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Brigitte Cortes).

Avis divers

Texte n° 120 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M^{me} Frédérique Berthelot, Apparence).

Texte n° 121 Avis relatif à la prolongation de la durée de validité de l'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Apparence).

JO n° 145 du 24 juin 2011

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 5 Arrêté du 17 juin 2011 fixant par pays et par groupe les taux de l'indemnité d'expatriation et de l'indemnité de résidence pour service à l'étranger.

Culture et communication

Texte n° 28 Arrêté du 7 juin 2011 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (livre d'heures à l'usage de Paris de Jeanne de France, manuscrit enluminé sur vélin, France, milieu du xv^e siècle, 336 feuillets, probablement exécuté en 1452).
Texte n° 29 Arrêté du 7 juin 2011 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (feuillet de diptyque byzantin, ivoire, Méditerranée orientale, première moitié du vi^e siècle).

Texte n° 30 Arrêté du 7 juin 2011 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (plaque représentant les chefs des douze tribus d'Israël de l'Ancien Testament, ivoire, France (?), milieu du xii^e siècle).

Texte n° 31 Arrêté du 7 juin 2011 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (diptyque : *Nativité, crucifixion et prophètes*, ivoire, Constantinople (?), xiii^e siècle).

Texte n° 74 Arrêté du 9 juin 2011 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille (MM. Éric de Backer, Jean-Luc Brisson, Jérôme Dubois, M^{me} Sandrine Dujardin, MM. André Jollivet et Bernard Morel).

Texte n° 75 Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination du directeur du Centre national des arts plastiques (M. Richard Lagrange).

Avis divers

Texte n° 115 Avis n° 2011-05 de la Commission consultative des trésors nationaux (livre d'heures à l'usage de Paris de Jeanne de France, manuscrit enluminé sur vélin, France, milieu du xv^e siècle, 336 feuillets, probablement exécuté en 1452).

Texte n° 116 Avis n° 2011-06 de la Commission consultative des trésors nationaux (feuillet de diptyque byzantin, ivoire, Méditerranée orientale, première moitié du vi^e siècle).

Texte n° 117 Avis n° 2011-07 de la Commission consultative des trésors nationaux (plaque représentant les chefs des douze tribus d'Israël de l'Ancien Testament, ivoire, France (?), milieu du xii^e siècle).

Texte n° 118 Avis n° 2011-08 de la Commission consultative des trésors nationaux (diptyque : *Nativité, crucifixion et prophètes*, ivoire, Constantinople (?), xiii^e siècle).

JO n° 146 du 25 juin 2011

Premier ministre

Texte n° 1 Arrêté du 23 juin 2011 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

Texte n° 2 Arrêté du 23 juin 2011 portant approbation de la révision du schéma national de réutilisation des fréquences libérées par l'arrêt de la diffusion analogique.

Justice et libertés

Texte n° 12 Arrêté du 21 juin 2011 relatif à la signature électronique ou numérique en matière pénale.

Culture et communication

Texte n° 29 Décret n° 2011-723 du 23 juin 2011 relatif aux conditions de rémunération des présidents de commissions de contrôle de différents dispositifs d'aide à la presse.

Ville

Texte n° 30 Décret n° 2011-724 du 24 juin 2011 relatif aux contrats de développement territorial prévus par l'article 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 52 Décret du 21 juin 2011 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national d'histoire de l'art (enseignements supérieurs) (M^{me} Antoinette Le Normand-Romain).

Conventions collectives

Texte n° 54 Arrêté du 20 juin 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques (n° 184).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 75 Avis n° 2011-05 du 30 mars 2011 sur un projet d'avenant au schéma national de réutilisation des fréquences libérées par l'arrêt de la diffusion analogique et sur le projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

**Autorité de régulation des communications
électroniques et des postes**

Texte n° 78 Avis n° 2011-0358 en date du 29 mars 2011 sur le projet d'arrêté portant approbation de la révision du schéma national de réutilisation des fréquences libérées par l'arrêt de la diffusion analogique et sur le projet d'arrêté portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

JO n° 147 du 26 juin 2011

Culture et communication

Texte n° 24 Décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.

Texte n° 33 Décret du 24 juin 2011 portant nomination du président du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Guy Marseguerra).

JO n° 148 du 28 juin 2011

Premier ministre

Texte n° 7 Circulaire du 23 juin 2011 relative au respect des compétences de la collectivité territoriale de Corse concernant le processus législatif et réglementaire.

Culture et communication

Texte n° 28 Arrêté du 20 juin 2011 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2011 d'un concours externe pour le recrutement de techniciens d'art du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 29 Arrêté du 23 juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Théophile Gautier dans son cadre*, au musée de l'Île-de-France, bâtiments des écuries, domaine de Sceaux).

**Budget, comptes publics, fonction publique
et réforme de l'État**

Texte n° 52 Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination de correcteurs et d'examineurs spéciaux des concours externe, interne et du troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration de 2011.

Texte n° 53 Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination des correcteurs et examinateurs des concours externe, interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration de 2011.

Texte n° 54 Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination des correcteurs de la cinquième épreuve du concours externe d'entrée à l'École nationale d'administration de 2011.

Avis divers

Texte n° 91 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Lionel Larore, SARL Catlinka Privilège).

Texte n° 92 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Éric Laffont, Hourra ! Models).

Texte n° 93 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M^{me} Valérie Delistrie, SARL IPS).

JO n° 149 du 29 juin 2011

Économie, finances et industrie

Texte n° 17 Arrêté du 23 juin 2011 modifiant l'arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions d'organisation de l'examen de guide-interprète régional.

**Budget, comptes publics, fonction publique
et réforme de l'État**

Texte n° 39 Décret n° 2011-753 du 28 juin 2011 prorogeant le décret n° 2001-1226 du 20 décembre 2001 portant création d'une indemnité particulière de sujétion et d'installation.

Texte n° 40 Décret n° 2011-754 du 28 juin 2011 portant relèvement des bornes d'âge de la retraite des fonctionnaires, des militaires et des ouvriers des établissements industriels de l'État.

Culture et communication

Texte n° 46 Arrêté du 20 juin 2011 modifiant l'arrêté du 23 février 2011 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2011 d'un concours pour le recrutement de professeurs des écoles nationales supérieures d'art pour le ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 47 Arrêté du 23 juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Henri Matisse. Dessins au pinceau*, au musée départemental Matisse au Cateau-Cambrésis).

Texte n° 67 Arrêté du 21 juin 2011 portant nomination au conseil d'orientation scientifique de l'établissement public du musée du Quai Branly (M^{me} Anne Baldassari, MM. Alain Schnapp, Nicholas Thomas, Jean-François Jarrige et Andras Zemleni).

Avis divers

Texte n° 123 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Archéopages*, Institut national de recherches archéologiques préventives).

JO n° 150 du 30 juin 2011

Premier ministre

Texte n° 2 Arrêté du 29 juin 2011 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'École nationale d'administration achevant leur scolarité en décembre 2011 (dont 1 poste au ministère de la Culture et de la Communication).

Texte n° 81 Arrêté du 28 juin 2011 portant nomination (secrétariats généraux pour les affaires régionales) (M. Pierre Stussi, SGAR Nord - Pas-de-Calais).

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 46 Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative.

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 50 Décret n° 2011-775 du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration.

Culture et communication

Texte n° 68 Décret n° 2011-787 du 28 juin 2011 modifiant le décret n° 2004-1232 du 20 novembre 2004 fixant le statut du Théâtre national de l'Opéra-Comique.

Texte n° 69 Décret n° 2011-788 du 28 juin 2011 relatif aux contrôles et sanctions prévus par le Code du cinéma et de l'image animée.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 90 Décret du 29 juin 2011 portant nomination du sous-préfet de Brive-la-Gaillarde (1^{re} catégorie) (M. Guy Mascrés).

Texte n° 91 Décret du 29 juin 2011 portant nomination du sous-préfet du Marin (M. Patrick Naudin).

Texte n° 92 Décret du 29 juin 2011 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de la Savoie (M. Xavier Idier).

Texte n° 93 Décret du 29 juin 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la Savoie (M. Rémi Bastille).

Texte n° 94 Décret du 29 juin 2011 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Marne (1^{re} catégorie) (M. Francis Soutric).

Texte n° 95 Décret du 29 juin 2011 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Marne (1^{re} catégorie) (M. Alain Carton).

Ville

Texte n° 106 Arrêté du 22 juin 2011 portant nomination à l'assemblée générale du groupement d'intérêt public « L'Atelier international du Grand Paris » (1^{er} collège : M. Laurent Davezies).

Réponses aux questions écrites**ASSEMBLÉE NATIONALE****JO AN du 7 juin 2011**

- M. André Chassaigne sur les modalités de changement de catégorie des radios locales et du maintien de l'attribution des fréquences.
(Question n° 89657-05.10.2010).

- M^{me} Marie-Line Reynaud sur la situation du groupe radiophonique Skyrock.
(Question n° 92114-02.11.2010).

- M. Christian Eckert sur les raisons avancées par le Gouvernement, concernant la taxe sur le chiffre d'affaires publicitaire des chaînes privées, lorsqu'il s'est agi de passer de 3 % à 1,5 %, puis lors du passage de 1,5 % à 0,7 %, et enfin pourquoi les parlementaires de la majorité ont finalement ramené ce pourcentage à 0,5 % (question transmise).
(Question n° 94894-07.12.2010).

- M. Michel Sordi sur les mesures envisageables pour imposer la traduction en français des tracts publicitaires rédigés par les sociétés allemandes (question transmise).
(Question n° 103071-22.03.2011).

- M. Jean Launay sur les mesures envisagées pour que les jeunes artistes puissent bénéficier d'une meilleure exposition au Grand Palais, bâtiment qui, à l'origine, leur était destiné.
(Question n° 103708-29.03.2011).

JO AN du 14 juin 2011

- M^{me} Cécile Dumoulin sur l'attribution du label Smac (scènes de musiques actuelles).
(Question n° 63551-17.11.2009).

- M. Jean-Pierre Grand sur les difficultés rencontrées par de nombreuses collectivités territoriales pour la distribution de leurs publications.
(Question n° 89678-05.10.2010).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur les dispositions envisagées afin de permettre à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) de poursuivre sa mission dans des conditions optimales.
(Question n° 95339-07.12.2010).

- M. Francis Saint-Léger sur les sous-titrages réalisés à destination des sourds et des malentendants à la télévision.
(Question n° 103650-29.03.2011).

- M. Jean-Claude Flory sur l'extension de l'aide au mérite aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur dépendants du ministère chargé de la culture. (Question n° 104642-12.04.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les mesures, en matière de développement durable, que le ministère de la Culture compte adopter durant l'année 2011. (Question n° 104873-12.04.2011).

- M^{me} Sylvie Andrieux sur le projet d'installation d'une Maison de l'histoire de France dans les locaux des Archives nationales. (Question n° 107285-03.05.2011).

- MM. Julien Dray et Claude Bartolone sur le devenir des salons historiques dont la fonction est d'organiser les expositions d'artistes au Grand Palais. (Questions n°s 108012-10.05.2011 ; 108013-10.05.2011).

JO AN du 28 juin 2011

- M. Michel Vauzelle sur les dangers que fait courir à notre démocratie l'actuel processus de concentration des médias aux mains de grands groupes privés dont la presse n'est pas l'activité première. (Question n° 90008-05.10.2010).

- MM. Bernard Carayon et Philippe Meunier sur la promotion de la langue française dans le monde. (Questions n°s 107952-10.05.2011 ; 108656-17.05.2011).

- M. Alain Rousset sur le devenir des sociétés d'artistes (salons historiques) du Grand Palais. (Question n° 108736-17.05.2011).

SÉNAT

JO S du 2 juin 2011

- MM. Marcel-Pierre Cléach, Jean-Pierre Plancade sur l'incompréhension et le mécontentement suscités par la forte augmentation en 2010 de la redevance sur la musique.

(Questions n°s 16650- 30.12.2010 ; 18035- 07.04.2011).

- M. Raymond Couderc sur la double signalisation urbaine et routière, en français et en langue régionale. (Question n° 16941-27.01.2011).

- M. Jacques Legendre sur le non-usage du français au jury des projets d'initiatives d'excellence éligibles au grand emprunt (question transmise).

(Question n° 17886-31.03.2011).

- M. Jean-Pierre Plancade sur l'avis rendu par l'Autorité de la concurrence au sujet de la position dominante de Google sur le marché de la publicité liée aux moteurs de recherche.

(Question n° 18034-07.04.2011).

- M. Jean-Pierre Plancade sur la tarification des visites scolaires des musées nationaux.

(Question n° 18046- 07.04.2011).

JO S du 16 juin 2011

- M. Gérard Bailly sur le problème du seuil à partir duquel le recours à l'architecte est obligatoire pour la construction d'une maison individuelle.

(Question n° 18466-12.05.2011).

Divers

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 11U).**Juin 2006**

27 juin 2006	M ^{lle} CORBEL Carine	Bretagne
27 juin 2006	M ^{lle} DUFOUR Laureen	Bretagne
27 juin 2006	M ^{lle} GAINARD Florie	Bretagne
27 juin 2006	M ^{lle} GUILLARD Marie	Bretagne
27 juin 2006	M ^{lle} HASCOËT Marie	Bretagne
27 juin 2006	M. LASBLEIZ Olivier	Bretagne
27 juin 2006	M. LE PICHON Julien	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} BURGOS CESPEDES Anaïs	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} FICHE Adélaïde	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} GHERBI Lilia	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} L'HUILLIER Léa	Bretagne
28 juin 2006	M. LEBLANC Pierre	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} LECERF Maud	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} LENNON Marie	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} LEVEQUE Adeline	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} MICHON Isabelle	Bretagne
28 juin 2006	M. NEAU Michael	Bretagne
28 juin 2006	M. PAIRAULT François	Bretagne
28 juin 2006	M. PATARD Julien	Bretagne
28 juin 2006	M. RAUDE Pierre	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} SIWIOREK Charlotte	Bretagne
28 juin 2006	M ^{lle} UGUEN Laurianne	Bretagne
28 juin 2006	M ^{me} XU Wei (ép. WANG)	Bretagne
28 juin 2006	M. ZHU Wei	Bretagne
29 juin 2006	M ^{lle} CARDIN Hélène	Bretagne
29 juin 2006	M ^{lle} LE FUR Pauline	Bretagne
29 juin 2006	M. LE ROY Mathieu	Bretagne
29 juin 2006	M ^{lle} LECAN Marion	Bretagne
29 juin 2006	M ^{lle} LOISON Ludivine	Bretagne
29 juin 2006	M. LORIN Xavier	Bretagne
29 juin 2006	M. METERREAU Nicolas	Bretagne
29 juin 2006	M. MICHEL Frédéric	Bretagne
29 juin 2006	M. PERAUD Mathieu	Bretagne
29 juin 2006	M. ROLIN Yves	Bretagne
29 juin 2006	M ^{lle} URBANEK Isabelle	Bretagne
29 juin 2006	M ^{lle} VIANC Noémie	Bretagne
30 juin 2006	M. EPAILLARD Nicolas	Bretagne

Juillet 2006

17 juillet 2006	M ^{lle} GIRARDEAU Stéphanie	Bretagne
26 juillet 2006	M ^{lle} LEMAITRE Adélaïde	Bretagne

Septembre 2006

4 septembre 2006	M ^{lle} DELANNEE Tifenn	Bretagne
12 septembre 2006	M. CAVE Pierre-Yves	Bretagne
19 septembre 2006	M. SERIEYS Grégoire	Bretagne
29 septembre 2006	M. LECHEVALIER Alexandre	Bretagne

Octobre 2006

17 octobre 2006	M ^{lle} GUIENNE Elsa	Bretagne
26 octobre 2006	M ^{lle} DAVY Marie	Bretagne
26 octobre 2006	M. PENFORNIS Alexandre	Bretagne
26 octobre 2006	M ^{lle} STEMPFEL Anne-Claude	Bretagne

Novembre 2006

2 novembre 2006	M ^{lle} PRUVOT Cécile	Bretagne
2 novembre 2006	M ^{lle} TIXIER-BAGOT Oréline	Bretagne
11 novembre 2006	M. RENAULT Jean-Marie	Bretagne
21 novembre 2006	M. DAVID François	Bretagne
21 novembre 2006	M ^{lle} DUDON Morgane	Bretagne
21 novembre 2006	M. JOUAN Jean-Philippe	Bretagne
22 novembre 2006	M. ALEXANDRE Clément	Bretagne
22 novembre 2006	M ^{lle} BERTHELOT Marion	Bretagne
23 novembre 2006	M. BEAUFREZ Jérémy	Bretagne

Décembre 2006

27 décembre 2006	M. CORDIER Benoit	Bretagne
------------------	-------------------	----------

Février 2007

5 février 2007	M. GUYOMAR Régis	Bretagne
5 février 2007	M ^{lle} SEJOURNE Elise	Bretagne
16 février 2007	M ^{lle} BOINET Anne	Bretagne
26 février 2007	M ^{lle} DELABBAYE Mathilde	Bretagne

Mars 2007

5 mars 2007	M. TATAREVIC Adis	Bretagne
6 mars 2007	M. ANGEBAULT Pierre	Bretagne
8 mars 2007	M. COULIOU Romain	Bretagne
8 mars 2007	M. LEMAIGNEN Jean	Bretagne
12 mars 2007	M ^{lle} DUMONT Sabrina	Bretagne
19 mars 2007	M ^{lle} BRIAND Morgane	Bretagne
19 mars 2007	M ^{lle} GREGOIRE Sara	Bretagne
20 mars 2007	M. CHARLET Thomas	Bretagne

Avril 2007

27 avril 2007	M. LE DEVIC Neven	Bretagne
29 avril 2007	M. LESUEUR Hervé	Bretagne
30 avril 2007	M. JARDEL Benjamin	Bretagne
30 avril 2007	M. RUAUX Victorien	Bretagne

Juin 2007

20 juin 2007	M ^{lle} CORDIER Margot	Bretagne
20 juin 2007	M. GILLET Josué	Bretagne
20 juin 2007	M ^{lle} GROUSSET Caroline	Bretagne
20 juin 2007	M ^{lle} HOCH Aline	Bretagne
20 juin 2007	M. LOISEL Pierre	Bretagne
20 juin 2007	M ^{lle} TREVISAN Faustine	Bretagne
21 juin 2007	M. AMINOT Eric	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} BLONDIN Marion	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} CHRISTOPHE Lise	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} CHUITON Elisa	Bretagne
21 juin 2007	M. CLOAREC Sébastien	Bretagne
21 juin 2007	M. COULON Julien	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} CRABOT Servane	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} DAFFOS Camille	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} DELANNEE Maud	Bretagne
21 juin 2007	M. DELEPINE Olivier	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} GUIOMAR Julie	Bretagne
21 juin 2007	M. HERVOCHON Julien	Bretagne
21 juin 2007	M. LE DENMAT Jérôme	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} LE FAUCHEUR Isabelle	Bretagne
21 juin 2007	M. LE MOIGN Gaël	Bretagne
21 juin 2007	M. LEONARD Baptiste	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} PAVY Barbara	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} POIGNANT Amélie	Bretagne
21 juin 2007	M ^{lle} SAILLOUR Alice	Bretagne
21 juin 2007	M. SOUQUET Vincent	Bretagne
29 juin 2007	M ^{lle} LE GOÏC Tiphaine	Bretagne

Juillet 2007

12 juillet 2007	M. VETILLARD Jean-Benoît	Bretagne
18 juillet 2007	M. QUIDEAU François	Bretagne

Septembre 2007

5 septembre 2007	M. LEON Franck	Bretagne
6 septembre 2007	M ^{lle} OZENNE Julie	Bretagne
6 septembre 2007	M ^{lle} PERNEY Emilie	Bretagne
10 septembre 2007	M ^{lle} HERVIEUX Pauline	Bretagne
10 septembre 2007	M. LELOUP Mathias	Bretagne
18 septembre 2007	M. EPIARD Guillaume	Bretagne
18 septembre 2007	M ^{lle} LE DUC Elise	Bretagne
18 septembre 2007	M ^{lle} POPE Constance	Bretagne
19 septembre 2007	M. LE LOUP Maxime	Bretagne
19 septembre 2007	M. MARCHAND Stanislas	Bretagne
20 septembre 2007	M ^{lle} SIMONNET Hélène	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} MUNOZ Armelle	Bretagne

27 septembre 2007	M ^{lle} TRAINEAU Anne-Claire	Bretagne
28 septembre 2007	M ^{lle} PFAFF Mélanie	Nancy
28 septembre 2007	M ^{lle} RICHARD Sandrine	Bretagne
Octobre 2007		
4 octobre 2007	M ^{lle} FALIGANT Julie	Bretagne
4 octobre 2007	M ^{lle} ROULAND Emilie	Bretagne
16 octobre 2007	M. BARBIE Nicolas	Bretagne
16 octobre 2007	M ^{lle} LEROUX Charlotte	Bretagne
24 octobre 2007	M. JESOP Satchmo	Bretagne
24 octobre 2007	M ^{lle} LACIRE Virginie	Bretagne
24 octobre 2007	M. LE MOAL Christophe	Bretagne
24 octobre 2007	M ^{lle} NAPOLEON Julie	Bretagne
30 octobre 2007	M. HERVE Gwendal	Bretagne
30 octobre 2007	M. LENFANT Guillaume	Bretagne
Novembre 2007		
6 novembre 2007	M ^{lle} MAS Nolwenn	Bretagne
13 novembre 2007	M ^{lle} ROUX Amélie	Bretagne
16 novembre 2007	M ^{lle} LESCOUARCH Camille	Bretagne
22 novembre 2007	M ^{lle} ANGER Isabelle	Bretagne
22 novembre 2007	M. RAJONSON Joro-Ndriambola	Bretagne
Décembre 2007		
10 décembre 2007	M. BERNARD Yoann	Bretagne
10 décembre 2007	M ^{lle} GOURLAY Marine	Bretagne
10 décembre 2007	M ^{lle} MESSENGER Melanie	Bretagne
10 décembre 2007	M. TALIGOT Julien	Bretagne
13 décembre 2007	M. GUERRY Gilles	Bretagne
Janvier 2008		
15 janvier 2008	M. JEANNE Sébastien	Bretagne
15 janvier 2008	M ^{lle} ZABRE-BANGRENANOGO Julie	Bretagne
21 janvier 2008	M ^{lle} LE PAIH Amélie	Bretagne
21 janvier 2008	M ^{lle} ROTURIER Lise	Bretagne
22 janvier 2008	M. TROPET Raphaël	Bretagne
Juin 2008		
10 juin 2008	M ^{lle} VALLEYÉ Marie-Aurélia	Bretagne
20 juin 2008	M. GILLET Romain	Bretagne
Juillet 2008		
7 juillet 2008	M ^{me} CORBEL Isabelle (ép. LE NEN)	Bretagne
11 juillet 2008	M. ARCHIER Olivier	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} BAULIER Aurore	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} CONNAN Elsa	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} COUREAU Mélisa	Bretagne
11 juillet 2008	M. DELVOYE Stefan	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} HAUTBOIS Pauline	Bretagne
11 juillet 2008	M. JACOBZONE Clément	Bretagne

11 juillet 2008	M ^{lle} LE MENTEC Elodie	Bretagne
11 juillet 2008	M. MOUTEL Elie	Bretagne
11 juillet 2008	M. NOGUCHI Jun	Bretagne
11 juillet 2008	M. PAULIC Jérémy	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} REIBEL Lydia	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} ROBERTY Caroline	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} ROUSSEL Olivia	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} SUCHODOLSKI Maya	Bretagne
11 juillet 2008	M. SUEUR Eric	Bretagne
11 juillet 2008	M ^{lle} TOUCHAIS Anne-Laure	Bretagne
15 juillet 2008	M. MORENO Alban-Michel	Bretagne
18 juillet 2008	M ^{lle} FEVRIER Virginie	Bretagne
Septembre 2008		
4 septembre 2008	M ^{lle} JUHEL Rozenn	Bretagne
4 septembre 2008	M ^{lle} LEBEAU Anaïg	Bretagne
5 septembre 2008	M ^{lle} METIVIER Anne-Emmanuelle	Bretagne
19 septembre 2008	M ^{lle} BAYONA-RUIZ Juliette	Bretagne
19 septembre 2008	M ^{lle} CODERCH Caroline	Bretagne
19 septembre 2008	M ^{lle} DORION Mona	Bretagne
19 septembre 2008	M. GAUTIER Maxime	Bretagne
19 septembre 2008	M ^{lle} PAPIN Marie-Aude	Bretagne
19 septembre 2008	M. PERSYN Thibaud	Bretagne
19 septembre 2008	M. PINAULT Fabien	Bretagne
23 septembre 2008	M. AUFFRET-POSTEL Tanguy	Bretagne
23 septembre 2008	M ^{lle} MALLEDAN Katell	Bretagne
26 septembre 2008	M ^{me} DE LABROUHE Anne-Cécile (ép. VUILLERMET)	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{me} ADZINETS Alena (ép. LESAICHERRE)	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} BAUDRIER Rébecca	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} DURANT Annabelle	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} GUILLOU Alexia	Bretagne
30 septembre 2008	M. JEGADO Jérôme	Bretagne
30 septembre 2008	M. LE GUEN Jean-Philippe	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{me} LEON Ana (ép. RIZZON)	Nancy
30 septembre 2008	M. MONSIMERT Jérémy	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} PERRAUD Emmanuelle	Bretagne
30 septembre 2008	M. RAFFRAY-CORLAU Charles	Bretagne
30 septembre 2008	M. ROUSSELOT Michaël	Nancy
30 septembre 2008	M. SAUVÉ Jean-Charles	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} SCHER Céline	Nancy
30 septembre 2008	M ^{lle} SINICIALI Emilie	Nancy
30 septembre 2008	M ^{lle} THIERIOT Mélanie	Nancy
30 septembre 2008	M ^{lle} TINTILLIER Mathilde	Bretagne

Octobre 2008

2 octobre 2008	M ^{lle} BETTLER Marie	Bretagne
5 octobre 2008	M ^{lle} JEZEQUEL Isabelle	Bretagne
15 octobre 2008	M. GUILLEMOT Philippe	Bretagne
18 octobre 2008	M ^{lle} MARIE Héloïse	Bretagne
21 octobre 2008	M. FRANÇOIS Thomas	Bretagne
21 octobre 2008	M ^{lle} LE CROM Anna	Bretagne
23 octobre 2008	M. JACOPIN David	Bretagne
24 octobre 2008	M ^{lle} DUBOIS Emilie	Bretagne
24 octobre 2008	M ^{lle} JAMET Valentine	Bretagne
26 octobre 2008	M ^{lle} BIGOT Charline	Bretagne
31 octobre 2008	M ^{lle} LEMARIÉ Marie-Aude	Bretagne

Novembre 2008

6 novembre 2008	M ^{lle} COQUERO Ophélie	Bretagne
7 novembre 2008	M ^{lle} ABADIA Mathilde	Bretagne
16 novembre 2008	M ^{lle} HUON Lorène	Bretagne
21 novembre 2008	M. BORDIER François	Bretagne
23 novembre 2008	M ^{lle} JAUDON Anne-Claire	Bretagne

Décembre 2008

5 décembre 2008	M ^{lle} OULKADDA Sanaa	Bretagne
10 décembre 2008	M ^{lle} HERENT Emeline	Bretagne
15 décembre 2008	M. FAQUIH Taha	Bretagne
19 décembre 2008	M. GOURET Benjamin	Bretagne
24 décembre 2008	M. LE MAOUT Yvann	Bretagne

Janvier 2009

13 janvier 2009	M. MESSENGER Alban	Bretagne
13 janvier 2009	M. ROUE Vincent	Bretagne
23 janvier 2009	M ^{lle} ALIS Frédérique	Bretagne

Février 2009

11 février 2009	M. GIRARD Guillaume	Bretagne
-----------------	---------------------	----------

Juin 2009

18 juin 2009	M ^{me} HEDDAR Halima (ép. HADDAR)	Bretagne
--------------	--	----------

Septembre 2009

10 septembre 2009	M ^{lle} ALBERT Pauline	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} AUTRET Rozenn	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} BESNARD Anne	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} BLANCHOT Marie	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} BUKOWSKI Cécile	Bretagne
10 septembre 2009	M. CORBEL Anthony	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} DALINO Lise-Anne	Bretagne
10 septembre 2009	M. DELTEIL Romain	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} DIMITROVA Savina	Bretagne
10 septembre 2009	M. GOUVERNEUR Grégoire	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} GUILLOU Gwénola	Bretagne

10 septembre 2009	M ^{lle} HAMONOU Marie	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} JACQUES Audrey	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} LABBE Julie	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} LE MAGUER Marion	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} MAAS Noéline	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} MAUDET Léa	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} MESSIRDI Naoual	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} MEZA Maria	Bretagne
10 septembre 2009	M. NOTARDONATO Antoine	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} PASSOS Maryse	Bretagne
10 septembre 2009	M. PERON Guillaume	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} RIO Lucie	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} THOUAILLE Emilie	Bretagne
10 septembre 2009	M ^{lle} TROFIMOVA Ekaterina	Bretagne
15 septembre 2009	M. CHEVALIER François	Bretagne
16 septembre 2009	M. GUYON David	Bretagne
16 septembre 2009	M. LE TALLEC Ludovic	Bretagne
16 septembre 2009	M. MASSOT Gwénaél	Bretagne
17 septembre 2009	M ^{lle} D'ESTEVE DE PRADEL Florence	Bretagne
20 septembre 2009	M. LAUNAY Benjamin	Bretagne
20 septembre 2009	M. METRARD Emmanuel	Bretagne
20 septembre 2009	M ^{lle} PRIGENT Julie-Marine	Bretagne
21 septembre 2009	M. GOSSET Thomas	Bretagne
23 septembre 2009	M ^{lle} COSSEC Tifenn	Bretagne
23 septembre 2009	M ^{lle} LEMEE Sophie	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} BUSSON Charline	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} PRIME Marie	Bretagne
27 septembre 2009	M. ROUZEVAL Jacques	Bretagne
30 septembre 2009	M. LE GAC Ronan	Bretagne
30 septembre 2009	M. VINCENT Romuald	Bretagne

Octobre 2009

2 octobre 2009	M ^{lle} LEBOURGEOIS Lise	Bretagne
6 octobre 2009	M. HERTZOG Jérôme	Bretagne
6 octobre 2009	M. LE ROUX Benjamin	Bretagne
6 octobre 2009	M ^{lle} LEROUX Lesceline	Bretagne
6 octobre 2009	M ^{lle} MELLAH Soria	Bretagne
9 octobre 2009	M ^{lle} MALLIER Bénédicte	Bretagne
9 octobre 2009	M. RUBIN Samuel	Bretagne
9 octobre 2009	M. THOMAS Olivier	Bretagne
9 octobre 2009	M ^{lle} VAUR Clémentine	Bretagne
12 octobre 2009	M. GABOREL Thibault	Bretagne
12 octobre 2009	M ^{lle} PHILIPPE Marie	Bretagne
13 octobre 2009	M. DAUVILLIER Raphaël	Bretagne
13 octobre 2009	M. THEBAULT Benjamin	Bretagne
18 octobre 2009	M. PLACHOT Laurent	Bretagne

20 octobre 2009	M ^{lle} KHAOPHON Manoly	Bretagne
21 octobre 2009	M. LABOUREAU Antoine	Bretagne
21 octobre 2009	M. MASSE Thomas	Bretagne
29 octobre 2009	M ^{lle} PREMEL Sophie	Bretagne
30 octobre 2009	M ^{lle} VATON Clothilde	Bretagne

Novembre 2009

6 novembre 2009	M ^{lle} GUEZO Julie	Bretagne
10 novembre 2009	M. CHEREL Fabien	Bretagne
13 novembre 2009	M ^{lle} ANDRIAMADY Fanja	Bretagne
13 novembre 2009	M ^{lle} BOUVRAIS Lucie	Bretagne
13 novembre 2009	M ^{lle} LEMAITRE Mathilde	Bretagne
13 novembre 2009	M. LESQUENNER Kevin	Bretagne
13 novembre 2009	M ^{lle} MALINGE Audrey	Bretagne
13 novembre 2009	M ^{lle} SURZUR Marie	Bretagne
18 novembre 2009	M. MAZIN Pierre	Bretagne
19 novembre 2009	M. LEMAIRE François	Bretagne
19 novembre 2009	M. PEU Charly	Bretagne
30 novembre 2009	M ^{lle} DUMONT Marie	Bretagne
30 novembre 2009	M. XIA Jinshan	Bretagne

Décembre 2009

15 décembre 2009	M. ALANOU Adrien	Bretagne
15 décembre 2009	M ^{lle} FOURNIER Nathalie	Bretagne
15 décembre 2009	M ^{lle} ROUSSET Marie	Bretagne

Février 2010

25 février 2010	M. DESERT Benoit	Bretagne
-----------------	------------------	----------

Juillet 2010

2 juillet 2010	M ^{lle} SASIADEK Katarzyna	Saint-Étienne
8 juillet 2010	M. ARTUR Camille	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} AUBIN Jessica	Bretagne
8 juillet 2010	M. BAGLIN François	Bretagne
8 juillet 2010	M. BAILLY Nicolas	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} BARTHELEMY Aileen	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} BAUDRON Marine	Bretagne
8 juillet 2010	M. BELLEC Mathieu	Bretagne
8 juillet 2010	M. BLIN Matthieu	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} BOUDIER Anne	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} BOUGEARD Amandine	Bretagne
8 juillet 2010	M. CHICARD Damien	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} COURBÉ Muriel	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} COURIAS Magali	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} COZIEN Émilie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} DENFERT Charlène	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} DEROUSSEN Hélène	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{me} DURAN GAMBA Adriana Marcela	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} GAHERY Laure	Bretagne

8 juillet 2010	M ^{lle} GEORGET Laurianne	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} GOULEY Juliette	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} GOUYEC Marine	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} GUIHAUMÉ Mathilde	Bretagne
8 juillet 2010	M. GUILLET Julien	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} GUITTON Camille	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} GUYMARD Aurélie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} HUMEAU Félicie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} JAPPÉ Marine	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} JARNO Maud	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} KERMOAL Aurélie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LE DENMAT Sonia	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LE PICHON Hélène	Bretagne
8 juillet 2010	M. LE ROL Denis	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LEBRUN Charlotte	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LENFANT Julie	Bretagne
8 juillet 2010	M. LESAGE Guillaume	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LIBOT Stéphanie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LIMIN Tiphaine	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} LOUBOUTIN-VIGOT Marie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} MENEHINI Silvia	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} MESLÉ Madeleine	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} MIGAUD Servane	Bretagne
8 juillet 2010	M. MONCOMBLE Mathieu	Bretagne
8 juillet 2010	M. MORICEAU Valentin	Bretagne
8 juillet 2010	M. MOTTE Charles	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} NEMESIN Marie	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} OLLÉ Lauriane	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} PIEL Charlotte	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{lle} PONTE Mathilde	Bretagne
8 juillet 2010	M ^{me} SAUNIER Marie (ép. LACROIX)	Bretagne
8 juillet 2010	M. SERIEYS Gérald	Bretagne
8 juillet 2010	M. SUSINI Antoine	Bretagne

Septembre 2010

3 septembre 2010	M. LEQUAI Timothée	Bretagne
9 septembre 2010	M. ARNOU Pierre	Bretagne
9 septembre 2010	M ^{lle} FERRIER Chloé	Bretagne
9 septembre 2010	M ^{lle} PERWUELZ Julia	Bretagne
15 septembre 2010	M ^{lle} DAUMER Jessica	Bretagne
15 septembre 2010	M ^{lle} GARNIER Lucie	Bretagne
16 septembre 2010	M. BOULCH Sylvain	Bretagne
16 septembre 2010	M ^{lle} DONETSKAYA Yulia	Bretagne
28 septembre 2010	M ^{lle} GRANDSIRE Clarisse	Bretagne
28 septembre 2010	M ^{lle} LANDEAU Fanny	Bretagne
28 septembre 2010	M. RAFFI Adrien	Bretagne

30 septembre 2010	M. BASTIEN David	Nancy
30 septembre 2010	M. SIMONET Benjamin	Nancy
30 septembre 2010	M ^{lle} TAILLE Marilène	Nancy
30 septembre 2010	M ^{lle} VIGNERON Adeline	Nancy
Octobre 2010		
4 octobre 2010	M. DOREL Vincent	Bretagne
5 octobre 2010	M. HOURDIN Gaël	Bretagne
6 octobre 2010	M. BOUILLAND Alexandre	Bretagne
6 octobre 2010	M ^{lle} PHILIPPE Sarah	Bretagne
13 octobre 2010	M. CRESPO ENCISO Hugo	Bretagne
13 octobre 2010	M. FOURRIER Pierre	Bretagne
14 octobre 2010	M ^{lle} CLAUSTRES Aurélie	Bretagne
26 octobre 2010	M. LECOINTRE Corentin	Bretagne
Novembre 2010		
3 novembre 2010	M ^{lle} BADEL Aurelie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} BARILLOT Elodie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} BARRY Gaëlle	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} BATLLORI-ARANDA Silvana	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. BEAL Loic	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} BERTRAND Cecile	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. CHAN Sergio	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} CHAPLAIN Laurie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} CHEVALIER Ingrid	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} CORDOVA MORALES Yazmin	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} CUOQ Maryline	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} DANIEL Melanie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} DE CURRAIZE Delphine	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} DELCOURT Emmanuelle	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} FAN Mengjia	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} FARGETTAS Pauline	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} FAURE Anne-Cécile	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} FONTIMPE Marie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} GILIBERT Marielle	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} GRANGER Aurelie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} JAMES Déborah	Bretagne
3 novembre 2010	M ^{lle} JAY Charlotte	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} LAFFONT Caroline	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. LIU Rui	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} LOISEAU Estelle	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. MAISONNIAL Remy	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} MALCUIT Benedicte	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} MANTINI Axelle	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} MARTEL Adeline	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} MARTIN BLONDET Solène	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. MEYER Guy-Noël	Bretagne

3 novembre 2010	M ^{lle} MOREAU Jenna	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. MURE Stephen	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} NAGORE ANCONA Mariana	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} NEUMEYER Charlotte	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{me} NOALLY Emmanuelle (ép. GELHAYE)	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} PERROT Elodie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. PIGNIDE Gabriel	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. POILLEAUX Pierre	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} ROBERT Celine	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. ROBIN Jean-Christophe	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M. ROURE Mael	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} ROYER Lysiane	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} TROUILLET Helene	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} URCISSIN Amelie	Saint-Étienne
3 novembre 2010	M ^{lle} WEILL TESSIER Anne Cécile	Saint-Étienne
6 novembre 2010	M ^{lle} MARTIN Charlotte	Bretagne
6 novembre 2010	M ^{lle} MOURIN Marion	Bretagne
9 novembre 2010	M ^{lle} BOUGERE Cindy	Bretagne
9 novembre 2010	M ^{lle} ETESSE Sabine	Bretagne
22 novembre 2010	M. BIAN Kevin	Bretagne
22 novembre 2010	M. BOUGARAN Tony	Bretagne
22 novembre 2010	M. DUPUY Simon	Bretagne
22 novembre 2010	M ^{lle} LACAZE-YVARS Rosine	Bretagne
23 novembre 2010	M ^{lle} BURLOT Mélanie	Bretagne
25 novembre 2010	M. RODRIGUES Nicolas	Bretagne

Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 11V).

Mai 2007

30 mai 2007	M. BEAUFREZ Jérémy	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} CORBEL Carine	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} DUFOUR Laureen	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} GHERBI Lilia	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} GIRARDEAU Stéphanie	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} GUILLARD Marie	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} HASCOËT Marie	Bretagne
30 mai 2007	M. JARDEL Benjamin	Bretagne
30 mai 2007	M. LE ROY Mathieu	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} LEVEQUE Adeline	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} LOISON Ludivine	Bretagne
30 mai 2007	M. LORIN Xavier	Bretagne
30 mai 2007	M ^{lle} MARUEJOULS Jordane	Bretagne
30 mai 2007	M. PATARD Julien	Bretagne
30 mai 2007	M. PRIMA Sylvain	Bretagne

Septembre 2007

27 septembre 2007	M ^{lle} BERTHELOT Marion	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} BOINET Anne	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} BRIAND Morgane	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} BURGOS CESPEDES Anaïs	Bretagne
27 septembre 2007	M. CAVE Pierre-Yves	Bretagne
27 septembre 2007	M. CHARLET Thomas	Bretagne
27 septembre 2007	M. CORDIER Benoit	Bretagne
27 septembre 2007	M. COULIOU Romain	Bretagne
27 septembre 2007	M. DAVID François	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} DAVY Marie	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} DELABBAYE Mathilde	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} DELANNEE Tifenn	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} DUDON Morgane	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} DUMONT Sabrina	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} FICHE Adélaïde	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} GREGOIRE Sara	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} GUIENNE Elsa	Bretagne
27 septembre 2007	M. GUYOMAR Régis	Bretagne
27 septembre 2007	M. JOUAN Jean-Philippe	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} L'HUILLIER Léa	Bretagne
27 septembre 2007	M. LASBLEIZ Olivier	Bretagne
27 septembre 2007	M. LE DEVIC Neven	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} LE FUR Pauline	Bretagne
27 septembre 2007	M. LE PICHON Julien	Bretagne
27 septembre 2007	M. LEBLANC Pierre	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} LECAN Marion	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} LECERF Maud	Bretagne
27 septembre 2007	M. LECHEVALIER Alexandre	Bretagne
27 septembre 2007	M. LEMAIGNEN Jean	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} LEMAITRE Adélaïde	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} LENNON Marie	Bretagne
27 septembre 2007	M. LESUEUR Hervé	Bretagne
27 septembre 2007	M. METERREAU Nicolas	Bretagne
27 septembre 2007	M. MICHEL Frédéric	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} MICHON Isabelle	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} MUNOZ Armelle	Bretagne
27 septembre 2007	M. PENFORNIS Alexandre	Bretagne
27 septembre 2007	M. PERAUD Mathieu	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} POPE Constance	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} PRUVOT Cécile	Bretagne
27 septembre 2007	M. RAUDE Pierre	Bretagne
27 septembre 2007	M. RENAULT Jean-Marie	Bretagne
27 septembre 2007	M. ROLIN Yves	Bretagne
27 septembre 2007	M. RUAUX Victorien	Bretagne

27 septembre 2007	M ^{lle} SEJOURNE Elise	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} SIWIOREK Charlotte	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} STEMPFEL Anne-Claude	Bretagne
27 septembre 2007	M. TATAREVIC Adis	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} TIXIER-BAGOT Oréline	Bretagne
27 septembre 2007	M ^{lle} URBANEK Isabelle	Bretagne

Mai 2008

27 mai 2008	M. ANGEBAULT Pierre	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} CHRISTOPHE Lise	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} CORDIER Margot	Bretagne
27 mai 2008	M. COULON Julien	Bretagne
27 mai 2008	M. EPAILLARD Nicolas	Bretagne
27 mai 2008	M. GILLET Josué	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} GOURLAY Marine	Bretagne
27 mai 2008	M. GUERRY Gilles	Bretagne
27 mai 2008	M. HERVE Gwendal	Bretagne
27 mai 2008	M. JEANNE Sébastien	Bretagne
27 mai 2008	M. LE DENMAT Jérôme	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} LE DUC Elise	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} LE FAUCHEUR Isabelle	Bretagne
27 mai 2008	M. LE MOAL Christophe	Bretagne
27 mai 2008	M. LE MOIGN Gaël	Bretagne
27 mai 2008	M. LELOUP Mathias	Bretagne
27 mai 2008	M. LENFANT Guillaume	Bretagne
27 mai 2008	M. LEONARD Baptiste	Bretagne
27 mai 2008	M. LOISEL Pierre	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} MESSENGER Melanie	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} RICHARD Sandrine	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} ROTURIER Lise	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} ROULAND Emilie	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} TRAINEAU Anne-Claire	Bretagne
27 mai 2008	M ^{lle} VIANI Noémie	Bretagne
27 mai 2008	M ^{me} XU Wei (ép. WANG)	Bretagne

Septembre 2008

30 septembre 2008	M ^{lle} ANGER Isabelle	Bretagne
30 septembre 2008	M. BARBIE Nicolas	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} CAUSSIDERY Lucile	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} DAFFOS Camille	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} FALIGANT Julie	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} GROUSSET Caroline	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} HERVIEUX Pauline	Bretagne
30 septembre 2008	M. HERVOCHON Julien	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} HOCH Aline	Bretagne
30 septembre 2008	M. LE LOUP Maxime	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} NAPOLEON Julie	Bretagne

30 septembre 2008	M ^{lle} OZENNE Julie	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} POIGNANT Amélie	Bretagne
30 septembre 2008	M. QUIDEAU François	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} ROUX Amélie	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} SIMONNET Hélène	Bretagne
30 septembre 2008	M ^{lle} ZABRE-BANGRENANOGO Julie	Bretagne

Mai 2009

29 mai 2009	M ^{me} ADZINETS Alena (ép. LESAICHERRE)	Bretagne
29 mai 2009	M. BERNARD Yoann	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} BLONDIN Marion	Bretagne
29 mai 2009	M. BORDIER François	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} BOULANGER Carine	Bretagne
29 mai 2009	M ^{me} CORBEL Isabelle (ép. LE NEN)	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} DELANNEE Maud	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} DORION Mona	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} DURANT Annabelle	Bretagne
29 mai 2009	M. FRANÇOIS Thomas	Bretagne
29 mai 2009	M. GAUTIER Maxime	Bretagne
29 mai 2009	M. GOURET Benjamin	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} GUILLOU Alexia	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} HAUTBOIS Pauline	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} HEMEURY Evane	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} HERENT Emeline	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} JUHEL Rozenn	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} LACIRE Virginie	Bretagne
29 mai 2009	M. LE GUEN Jean-Philippe	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} LEBEAU Anaïg	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} MAS Nolwenn	Bretagne
29 mai 2009	M. MONSIMERT Jérémy	Bretagne
29 mai 2009	M. MORENO Alban-Michel	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} PAVY Barbara	Bretagne
29 mai 2009	M. PERSYN Thibaud	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} QUONIAM Amélie	Bretagne
29 mai 2009	M. RAFFRAY-CORLAU Charles	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} ROUSSEL Olivia	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} SUCHODOLSKI Maya	Bretagne
29 mai 2009	M. SUEUR Eric	Bretagne
29 mai 2009	M ^{lle} TINTILLIER Mathilde	Bretagne
29 mai 2009	M. VETILLARD Jean-Benoît	Bretagne

Juillet 2009

3 juillet 2009	M. ROUSSELOT Michaël	Nancy
----------------	----------------------	-------

Septembre 2009

25 septembre 2009	M ^{lle} ABADIA Mathilde	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} BAYONA-RUIZ Juliette	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} CONNAN Elsa	Bretagne
25 septembre 2009	M. DELEPINE Olivier	Bretagne
25 septembre 2009	M. FAQUIH Taha	Bretagne
25 septembre 2009	M. JACOBZONE Clément	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} JAMET Valentine	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} LE GOÏC Tiphaine	Bretagne
25 septembre 2009	M. LEDOUX Pierre	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} LEROUX Charlotte	Bretagne
25 septembre 2009	M. MARCHAND Stanislas	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} METIVIER Anne-Emmanuelle	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} OULKADDA Sanaa	Bretagne
25 septembre 2009	M. PAULIC Jérémy	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} PERRAUD Emmanuelle	Bretagne
25 septembre 2009	M. SAUVÉ Jean-Charles	Bretagne
25 septembre 2009	M. SERIEYS Grégoire	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} SIFFLET Sonia	Bretagne
25 septembre 2009	M. SOUQUET Vincent	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} TOUCHAIS Anne-Laure	Bretagne
25 septembre 2009	M ^{lle} TRONEL Mathilde	Bretagne

Mai 2010

26 mai 2010	M ^{lle} AUTRET Rozenn	Bretagne
26 mai 2010	M ^{lle} BAUDRIER Rébecca	Bretagne
26 mai 2010	M. GABOREL Thibault	Bretagne
26 mai 2010	M. JACOPIN David	Bretagne
26 mai 2010	M ^{lle} KHAOPHONE Manoly	Bretagne
26 mai 2010	M. LABOUREAU Antoine	Bretagne
26 mai 2010	M. MASSOT Gwénaél	Bretagne
26 mai 2010	M ^{lle} PASSOS Maryse	Bretagne
26 mai 2010	M. PLACHOT Laurent	Bretagne
27 mai 2010	M ^{lle} BERGERON Véronique	Bretagne
27 mai 2010	M. BROSSEAU Quentin	Bretagne
27 mai 2010	M. CARRU Julien	Bretagne
27 mai 2010	M ^{lle} CHUPIN Anne-Sophie	Bretagne
27 mai 2010	M. CLOAREC Sébastien	Bretagne
27 mai 2010	M ^{lle} CRABOT Servane	Bretagne
27 mai 2010	M. GUYON David	Bretagne
27 mai 2010	M. LESQUENNER Kévin	Bretagne
27 mai 2010	M ^{lle} NERDEUX Pauline	Bretagne
27 mai 2010	M ^{lle} PALLIER Annaïg	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} BAULIER Aurore	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} DALINO Lise-Anne	Bretagne
28 mai 2010	M. GOUVERNEUR Grégoire	Bretagne

28 mai 2010	M. GRIFFON Jérémy	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} HAMONOU Marie	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} LEBOURGEOIS Lise	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} MESSIRDI Naoual	Bretagne
28 mai 2010	M. METRARD Emmanuel	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} SADA Alessandra	Bretagne
28 mai 2010	M ^{lle} TREVISAN Faustine	Bretagne
Juin 2010		
2 juin 2010	M ^{lle} ANDRIAMADY Fanja	Bretagne
2 juin 2010	M. ROUZEVAL Jacques	Bretagne
3 juin 2010	M. BELLANGER Guillaume	Bretagne
3 juin 2010	M ^{lle} GUILLOU Gwénola	Bretagne
3 juin 2010	M ^{lle} MALLEDAN Katell	Bretagne
3 juin 2010	M. VINCENT Romuald	Bretagne
4 juin 2010	M. ARCHIER Olivier	Bretagne
4 juin 2010	M. AUFFRET-POSTEL Tanguy	Bretagne
4 juin 2010	M ^{lle} CAILLARD Nolwenn	Bretagne
4 juin 2010	M. CORBEL Anthony	Bretagne
4 juin 2010	M ^{lle} LE MAGUER Marion	Bretagne
4 juin 2010	M ^{lle} LEMAITRE Mathilde	Bretagne
4 juin 2010	M ^{lle} MALINGE Audrey	Bretagne
4 juin 2010	M ^{lle} PAPIN Marie-Aude	Bretagne
4 juin 2010	M. THEBAULT Benjamin	Bretagne
28 juin 2010	M ^{me} ALI-LEMOUYIS Afaf	Saint-Étienne
28 juin 2010	M. FAVRICHON Jean Baptiste	Saint-Étienne
28 juin 2010	M. GOUJON Nicolas	Saint-Étienne
28 juin 2010	M ^{lle} GUELLE Justine	Saint-Étienne
28 juin 2010	M ^{lle} HOFFMANN Claire Sophie	Saint-Étienne
28 juin 2010	M. MAUGARD Thibaut	Saint-Étienne
28 juin 2010	M ^{lle} MONTAGNIER Carole	Saint-Étienne
28 juin 2010	M ^{lle} OGIER Claire	Saint-Étienne
28 juin 2010	M. PICHON Charlie	Saint-Étienne
28 juin 2010	M. TACHON Benoît	Saint-Étienne
28 juin 2010	M. THIAM Louison	Saint-Étienne
29 juin 2010	M. BOURLHONNE Romain	Saint-Étienne
29 juin 2010	M. CATHEBRAS Mathias	Saint-Étienne
29 juin 2010	M. COHENDY Julien	Saint-Étienne
29 juin 2010	M. GLAIROUX Jérôme	Saint-Étienne
29 juin 2010	M. JOLLIVET Lucas	Saint-Étienne
29 juin 2010	M. PEYRACHE Grégory	Saint-Étienne

Juillet 2010

13 juillet 2010	M. AMINOT Eric	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{lle} BLANCHOT Marie	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{lle} CODERCH Caroline	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{lle} GARNIER Laëtitia	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{lle} GESBERT Emilie	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{me} HANDAYANI Praditha (ép. BEAUFILS)	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{lle} JACQUES Audrey	Bretagne
13 juillet 2010	M ^{lle} MEZA Maria	Bretagne

Septembre 2010

17 septembre 2010	M ^{lle} GERARD Adeline	Saint-Étienne
17 septembre 2010	M ^{lle} MORIAUD Christine	Saint-Étienne
17 septembre 2010	M. TEIL Christian	Saint-Étienne
17 septembre 2010	M ^{lle} ZDZIOBECK Amata	Saint-Étienne

Novembre 2010

2 novembre 2010	M. DELAYE Pierre	Paris-La Villette
-----------------	------------------	-------------------

Mai 2011

12 mai 2011	M ^{lle} DE LA ROSA Stéphanie	Paris-La Villette
17 mai 2011	M ^{lle} DAVODET Claire	Paris-La Villette
27 mai 2011	M. GASPARI Jean-Marc	Nancy
27 mai 2011	M ^{lle} MARTIN Aurélie	Nancy
27 mai 2011	M. YOLLANT Antoine	Nancy

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, M^{me} Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.